

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année Scolaire 1929-1930 N° 13

Essai d'histoire médicale
sur les
épidémies de peste en Franche-Comté

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la FACULTÉ de MÉDECINE et de PHARMACIE de LYON

et soutenue publiquement le 13 Novembre 1929

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

René FALCONNET

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire

Né le 24 Juin 1905 à VERMONDANS (Doubs)



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

1929

**Essai d'histoire médicale
sur les épidémies de peste en Franche-Comté**

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année Scolaire 1929-1930 N° 13

Essai d'histoire médicale
sur les
épidémies de peste en Franche-Comté

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la FACULTÉ de MÉDECINE et de PHARMACIE de LYON

et soutenue publiquement le 13 Novembre 1929

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

René FALCONNET

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire

Né le 24 Juin 1905 à VERMONDANS (Doubs)



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

—
1929

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Doyen honoraire	M. L. HUGOUNENQ.
Doyen	M. J. LEPINE.
Assesseur	M. ROLLET.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. AUGAGNEUR, CAZENEUVE, ROQUE. BARD, LANNOIS

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. PIC
Cliniques chirurgicales	PAVIOT
Clinique obstétricale et Accouchements	TIXIER
Clinique ophtalmologique	BERARD
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	VORON
Clinique neurologique et psychiatrique	ROLLET
Clinique des maladies des enfants	NICOLAS
Clinique des maladies des femmes	LEPINE (J.)
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	MOURIQUAND
Clinique des maladies des voies urinaires	VILLARD
Clinique chirurgicale, infantile et orthopédie	COLLET
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie	ROCHET
Chimie biologique et médicale	NOËVE-JOSSERAND
Chimie organique et Toxicologie	CLUZET
Matière médicale et Botanique	HUGOUNENQ
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	MOREL
Anatomie	BRETIN
Histologie	GUIART
Physiologie	IATARJET
Pathologie interne	POLICARD
Pathologie et Thérapeutiques générales	DOYON
Anatomie pathologique	FROMENT
Chirurgie opératoire	CADE
Médecine expérimentale et comparée et bactériologie	FAVRE
Médecine légale	PATEL
Hygiène	ARLOING (F.)
Thérapeutique	Etienne MARTIN
Pharmacie	COURMONT (P.)
Hydrologie thérapeutique et climatologie	SAVY
	LEULIER
	PIERY

PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un cours de Pathologie externe	MM. VALLAS
— — — Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN
— — — Chimie minérale	BARRAL
— — — Urologie	GAYET

CHARGES DE COURS COMPLEMENTAIRES

Anatomie topographique	MM. THEVENOT (Léon)
Puériculture et hygiène de la première enfance	RHENTER
Chirurgie expérimentale	TAVERNIER
Applications du radium	NOGIER
Stomatologie	TELLIER

AGREGES

MM.	MM.	MM.	MM.
GARIN	MAZEL	CHEVALLIER	MARTIN (Joseph)
TRILLAT	SANTY	DUMAS	ROCHET (Ph.)
SARVONAT	DUNET	DUFOURT	WERTHEIMER
FLORENCE (G.)	CHALIER (André)	DEVIC	GATÉ
ROCHAIX	CHALIER (Joseph)	GABRIELLE	BERNHEIM
RHENTER	NOEL	MANCEAU	DECHAUME
			POLLOSSON

M. BAYLE, Secrétaire.



EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. GUIART, président ; DUMAS, assesseur ;
DUFOURT et GATÉ, agrégés,

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

A MON FRÈRE PIERRE

*Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire
Externe des Hôpitaux*

A MES FRÈRES ET A MA SŒUR

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR J. GUIART

*Professeur de Parasitologie à la Faculté de Médecine de Lyon
et à la Faculté de Médecine de Cluj (Roumanie)
Chevalier de la Légion d'Honneur*

A MONSIEUR G. GAZIER

*Archiviste de la Ville de Besançon
et Conservateur de la Bibliothèque Publique
Bibliothécaire de l'Université
Chevalier de la Légion d'Honneur*

A MES MAÎTRES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE LYON
ET DE L'ÉCOLE DU SERVICE DE SANTÉ MILITAIRE

A MES JUGES

Avant-Propos

« La postérité croira-t-elle ces choses, lorsque nous-mêmes qui en sommes les spectateurs nous y croyons à peine, et il semble que nous nous réveillons après un songe épouvantable... »

PÉTRARQUE, *Lettres*.

Si, au cours des âges, la guerre, la peste et la famine. coalisées le plus souvent pour la même œuvre dévastatrice, ont décimé l'humanité, aucun autre fléau, cependant, que le second ne l'a fait d'une aussi cruelle façon. Ses attaques brusques et foudroyantes, sa propagation rapide à toutes les nations par les armées qui les parcouraient en tous sens faisaient des hécatombes effroyables. A plusieurs reprises, les survivants ont pu se demander s'ils n'assistaient pas à l'extinction définitive du genre humain et nos ancêtres furent frappés de cette invincible épouvante que Pétrarque a si bien traduite dans ses lettres. Les foules furent prises d'un état de folie, de cruel égoïsme qui engendra les superstitions les plus invraisemblables, les crimes les plus atroces se mêlant aux manifestations de piété, aux actes de charité et de dévouement les plus sublimes. L'histoire de la peste est une tragédie qui n'a pas épargné nos anciennes provinces.

*
**

Parmi elles, la Franche-Comté fut particulièrement éprouvée. Traversée par les grandes voies d'invasion de l'est, elle subit avec les horreurs de la guerre, celles de la maladie que semaient sur leur passage les armées ennemies ou amies. Depuis la fin du Moyen âge jusque vers le milieu du XVII^e siècle, elle eut particulièrement à souffrir des épidémies qui dévastaient l'Europe occidentale; pendant cette période, la peste demeura à l'état endémique avec des phases de calme apparent suivi de retours offensifs. Les villes adoptèrent alors des règlements qui devinrent leur législation permanente. Les archives communales, les chroniques du temps, les œuvres des historiens et, plus récemment, les communications aux Sociétés savantes régionales, portent la trace de ces siècles troublés. Les médecins franc-comtois de l'Université de Dôle y ont consacré des ouvrages entiers. Tous ces documents qui enrichissent le domaine de l'Histoire de la Médecine ont été abondamment consultés au cours de cette étude qui sera divisée en cinq parties : historique sommaire des épidémies, opinion des médecins du temps sur la peste, mesures d'hygiène, traitement et pratiques religieuses.

*
**

Mais avant d'aborder ce sujet, j'ai à remplir un agréable devoir : celui de témoigner ma profonde et respectueuse gratitude à M. LE PROFESSEUR GUIART, pour le bienveillant accueil qu'il m'a toujours réservé. Il m'a inspiré l'idée première de cette thèse, et, aujourd'hui, il

veut bien me faire le grand honneur d'en accepter la présidence.

Mes remerciements et ma reconnaissance vont aussi à M. G. GAZIER, Archiviste de la Ville de Besançon, qui a, si volontiers, consenti à me faire profiter de ses connaissances approfondies sur l'histoire de la Franche-Comté et dont l'affabilité et l'obligeance m'ont grandement facilité la tâche.

Essai d'histoire médicale sur les épidémies de peste en Franche-Comté

CHAPITRE PREMIER

Historique

C'est sous des noms divers que l'on retrouve la peste à travers l'histoire de la Franche-Comté. Tour à tour appelée peste ou fièvre noire, mortalité, fièvre pestilente, elle est parfois désignée dans la langue du pays d'une manière très expressive : elle devient la « murie de la bosse » (1), en français : la maladie de la bosse. Enfin, au cours du XVI^e siècle et au début du XVII^e, elle fut communément appelée contagion : c'était un euphémisme. Quoiqu'il en soit, il s'agit toujours de la peste telle que nous la connaissons aujourd'hui, mais d'une rareté extrême, si l'on compare notre temps à celui de nos ancêtres.

(1) *Et moriebantur homines de infirmitate bossæ* (CLERC).

1. — La peste noire (1348-1349)

Il y eut sans doute des épidémies antérieures, mais ce n'est qu'en 1348 qu'une chronique anonyme (1) signale, pour la première fois, l'apparition de la peste dans la province : « L'an 1348, dit-elle, il y eut une grande mortalité en la Comté du Duché de Bourgogne par espécial en la cité de Besançon de manière que les portes de la ville estoient fermées ; car ladicte maladie en emmenoit tous sans remède, de fasson qu'au cimetière de Sainct Jacques l'on faisoit les fosses si grandes, qu'on les y mettoit les huict et les dix tout pour ung coup voires davantage, et de tel qu'ils n'estoient pas ensevelys. Et ne treuvoit on qui voulut faire les fosses, mais que gens estrangers ; et encoires estoit-ce par force d'argent et le mal estoit que l'on n'en pouvoit pas finir. »

Il aurait été surprenant que cette terrible épidémie, qui dévasta l'Europe et fondit ensuite sur notre pays, n'ait laissé aucune trace. D'après les historiens, venant d'Italie et franchissant les Alpes, elle envahit le Midi de la France, où, funeste à la belle Laure de Noves, elle dicta les plus beaux vers de Pétrarque. Puis elle remonta la vallée du Rhône et aborda la Franche-Comté par le sud. Elle pénétra à Poligny, à Arbois, et de là, gagna Salins et Besançon. Vesoul et Gray, au nord, sont rapidement atteints. Bientôt, tout le pays, la montagne comme la plaine, est infecté. Les villages se dépeuplèrent,

(1) *Mém. et Doc. inédits*, T. VII, p. 254. Aucunes choses mémorables lesquelles se sont passées antérieurement rièrè la cité de Besançon.

les terres devinrent incultes et le nom de cette année terrible fut celui d' « année de la grande mort » (1). Le duc Eudes IV, maître de la province, fut emporté comme tant de ses sujets. Après le fléau, Poligny était encore peuplée d'environ mille familles, mais Vesoul et la région de Montbéliard perdirent la moitié de leurs habitants. A Besançon, la liste des testaments reçus par l'officialité de cette ville offre l'image du danger de mort plus ou moins imminent, puisqu'en 1347, elle en reçut 14; en 1348, 47 et 1349, 61 (2).

De tels désastres surexcitèrent les esprits et l'on chercha la cause de tant de maux. L'envie aidant, la superstition crut la deviner. Il y avait dans la Comté, au commencement du XIV^e siècle, une association juive, dont le chef habitait Vesoul. Cette association faisait, avec des marchands lombards établis dans le pays à la fin du siècle précédent, presque partout le monopole du commerce. Besançon, Vesoul, Salins, Poligny et Baume ne pouvaient leur opposer aucune concurrence. On jalousait leurs richesses et on les haïssait peut-être à cause des bénéfices qu'ils réalisaient et de leur religion. Quoiqu'il en soit, ce fut contre eux que se tourna la fureur populaire : on les accusa d'avoir empoisonné les puits et les fontaines. Les uns furent massacrés immédiatement par la multitude, les autres furent emprisonnés. A Vesoul, au mois d'octobre 1348, 80 israélites furent arrêtés et entassés au château de la Motte. Les mêmes mesures furent prises à Gray, à Salins, à Montbéliard.

(1) *Tempore magnæ mortis*. Chartes des terres de Saint-Claude. (CLERC).

(2) CLERC.

Enfin, au début de l'année 1349, on les mit à la question et sur leur aveu, ils furent condamnés tantôt au bannissement, tantôt à la potence ou au bûcher. Leurs biens furent inventoriés et confisqués. C'était peut-être à quoi l'on en voulait venir.

Quelques années plus tard, la Comté est en proie à la guerre civile et saccagée par les Grandes Compagnies ; et, au milieu de l'hiver 1361-1362, la peste se réveilla et fit de nouveaux ravages. Elle enleva rapidement Jean de Chalon-Arlay, allié du roi d'Angleterre, celui dont les révoltes contre son suzerain le duc de Bourgogne avaient mis le pays en feu.

II. — Pestes du XV^e siècle

Du reste, à partir de cette époque, le fléau devient endémique et le XV^e siècle ne le cède en rien au précédent. Si celui-ci a connu les routiers des Grandes Compagnies, celui-là connaît les Ecorcheurs et leurs bandes sinistres. Sitôt signée la paix d'Arras qui réconciliait Philippe le Bon et Charles VII, les soldats licenciés affluèrent dans le Duché de Bourgogne et, bientôt, passèrent dans la Comté. La noblesse leur donna une chasse sans répit ; tous ceux que l'on prenait étaient pendus ou jetés à la rivière : « Sur la Saône, sur le Doubs les cadavres flottaient à la surface et empestaient l'air, d'autres plongeaient au fond et les pêcheurs, en tirant leurs filets, ramenaient à la lumière cette horrible proie. » La peste trouve des conditions favorables à son développement et on la rencontre vers 1440 dans tout le pays. C'est

en effet, en 1439, que les registres de délibérations municipales signalent pour la première fois son existence certaine dans la ville de Besançon (1). Dans la suite, trois épidémies atteindront encore la Comté, avant la fin du siècle, en 1452, en 1456 et en 1492-1494.

Car la paix qui suivit le traité d'Arras fut de courte durée. Charles le Téméraire devient le maître des deux provinces de Bourgogne et se trouve entraîné dans une guerre sans merci contre ses vassaux de Suisse et de Haute-Alsace. Après avoir remporté quelques succès, Charles est débordé; la Comté est menacée de toutes parts : au nord, les troupes de Louis XI pénètrent par la vallée de la Saône; à l'est, les Suisses gagnent celle du Doubs. Le duc se ressaisit; il fait une randonnée victorieuse en Lorraine. Mais quelques mois après, ce sont les désastres de Granson et de Morat. L'ennemi est à nouveau aux frontières, lorsque Charles meurt sous les murs de Nancy.

Toutes les convoitises s'allumèrent alors. Louis XI, Maximilien d'Autriche, les Suisses voulaient la province. Par deux fois, les troupes du roi de France envahissent le pays et le dévastent. Louis XI mort, Charles VIII se désintéresse de la conquête de son père, et aussitôt Maximilien intervient. Les Allemands occupent Besançon, Quingey, Arbois et Salins. Nous sommes en 1493; c'est alors qu'à Besançon, une ordonnance prescrit: « pour éviter le dangier de l'impidimie dont la suspicion est véhémence, que premièrement l'on requière l'aide de Dieu... et que l'on fasse dire et célébrer une

(1) Docteur LIMON.

belle messe en l'église de monsieur Sainct Anthoine en luy recommandent la cité et les habitants d'icelle »(1). Ces précautions n'étaient pas superflues; la plus importante épidémie de peste du XV^e siècle survint. Elle dura trois ans environ.

III. — Pestes du XVI^e siècle

Et pendant tout le siècle suivant, les retours de la maladie furent fréquents. Le Parlement et les Etats changeaient à chaque instant de résidence; chaque ville, chaque village se défendaient à coups d'arquebuse contre les pestiférés qui enfreignaient leur ban. Pourtant, ce fut pour la province, du moins jusque vers 1550, une époque heureuse et pacifique. Elle avait comme souveraine la bonne princesse Marguerite d'Autriche, qui s'efforçait par tous les moyens d'éviter la guerre. Elle y parvint et l'on connut, à ce point de vue, des années meilleures.

Malgré cela, la peste continuera à sévir: car, sur les frontières, sans cesse passent les armées du roi de France se dirigeant vers l'Italie; à l'intérieur même, des mouvements de troupes se produisent; les seigneurs comtois et leurs soldats vont se mettre au service de l'Empereur, et, la guerre finie, reviennent dans le pays. Tout de suite, la contagion rapportée sans doute d'Italie, infectée elle-même par les armées de Soliman, fait

(1) *Arch. Com.*, Reg. 9, F^o 81.

des ravages. En 1502, commence une épidémie qui sévit pendant trois ans pour reparaître un peu plus tard en 1506-1507. Puis, on signale la peste à nouveau de 1527 à 1533, et le 20 avril de cette dernière année, on fait à Besançon, une procession générale « combien la cité ayt eu depuis cinq ans trois grosses pestes desquelles sont trépassées plus de quatre mil personnes, touteffois à ladicte procession ont esté en armes douze cens hommes » (1).

En 1539, la peste est à Bâle, et au mois de mai 1540, on défend aux habitants de Bregille, village sous les murs de Besançon, de « loger des gens de Montbéliard et d'autres lieux suspects de peste ». Quelques jours plus tard, le Comte ayant écrit aux gouverneurs de la cité, « on fait sortir le messenger à cause de la peste étant à Montbéliard ». Hélas! en dépit des mesures prises, la ville est contaminée et ne sera déliyrée qu'en 1544. Et l'épidémie fut si violente, qu'en septembre 1543, on fut obligé de décider que « la signature d'un seul gouverneur avec celle du secrétaire, suffira pour les mandements sur le trésorier, plusieurs gouverneurs s'étant absentés à cause de la peste, et d'autres étant sur le point de le faire » (2). L'année suivante, par suite « de la paucité de citoyens estans en la cité », les exempts de guet, porte et écharguet n'en étaient plus dispensés. Tel fut l'état de la santé publique dans la Comté, pendant cette première moitié du XVI^e siècle.

La seconde devait connaître d'autres désastres. La Réforme, qui faisait de grands progrès dans la pro-

(1) *Arch. Com.*, Reg. BB. 15, F^o 362.

(2) *Arch. Com.*, Reg. BB. 24, F^o 81.

vince, amène des troubles intérieurs. Il y a, alors, un va et vient incessant entre la Suisse et la Comté. Bien mieux, on tente de tout remettre en place par la force, et une armée redoutable, commandée par le duc d'Albe, traverse de part en part le pays (1567). Pendant ce temps, la peste, signalée à Lyon et à Bâle en 1564, fait des ravages à Besançon la même année. Puis, on la retrouve de 1567 à 1569, à Jussey et dans presque toute la Haute-Saône. Vesoul y échappe grâce aux mesures prises, tandis qu'à Besançon, on publie un règlement de police très détaillé « pour ce que le danger de peste se dilate fort en ceste cité » (juillet 1568). La ville de Dôle, elle aussi, est particulièrement affligée et le Parlement est obligé de se retirer à Poligny où il rendra ses arrêts.

Plus tard, vers 1575, les protestants, qui avaient été chassés, reviennent de Montbéliard, de Neuchâtel, de Berne et se constituent en armée : c'est encore la guerre civile et on lit alors dans la chronique de Jean Bonnet, citoyen de Besançon : « En 1576, environ le jour de feste de Nativité Saint Jean Baptiste, survint en la cité une grande peste et dura le danger jusques à la Saint Martin d'hiver, duquel moururent plus de 500 personnes et y moururent 3 barbiers, plusieurs de la cité se retirarent en divers lieux du pays et moi avec mes gens à Tize où je demurai trois mois » (1).

Puis la paix revient. Mais, malheureusement pour la province, elle est un des anneaux de la grande chaîne d'Etats qui, s'étendant du Milanais aux Pays-Bas, permet aux armées du roi d'Espagne le passage assuré vers

(1) *Mém. et Doc. inéd.*, T. 1.

les provinces rebelles. Or, rien n'est terrible comme ces invasions régulières de soldats. A la décadence économique s'ajoutent la misère et la ruine, la peste, même, qui, en 1586, fauche la moitié de la population. Besançon, Poligny, Vesoul sont particulièrement éprouvées; dans cette dernière ville, le conseil dut, à la fin de l'épidémie, en mai 1587, commettre « deux échevins pour faire recouvrir de terre les cadavres et clore le cimetière d'une haie » (1).

Quelques années plus tard, ce sont aux frontières des mouvements inquiétants. Les guerres de la Ligue massent en Bourgogne des soldats qui ne respectent pas toujours l'intégrité du territoire comtois. Bientôt, c'est le raid audacieux de Tremblecourt et d'Aussonville, fourriers d'Henri IV. En janvier 1595, ils envahissent la Comté, prennent Vesoul, Besançon et pillent le pays pendant trois mois. Une armée de secours vient le délivrer. Mais après la victoire de Fontaine-Française, Henri IV, à son tour, passe dans la province, somme l'une après l'autre les villes et les bourgades, les rançonne et se venge cruellement de leur résistance, tandis que la peste fait encore de nouvelles hécatombes (1593 et 1597)... Le bon roi Henri resta de terrible mémoire pour la province.

IV. — La grande épidémie de 1629-1639

Voici qu'au sortir du siècle de la Renaissance, de la Réforme et des guerres de Religion, et gagnant l'époque contemporaine de Louis XIII, il nous faut encore re-

(1) Docteur GUILLAUME.

trouver une histoire sanglante et misérable. L'Europe était jetée tout entière dans la guerre de Trente Ans et c'était le moment où la France et la Suède menaient la lutte contre l'Empire et l'Espagne. Que Richelieu, le grand revendicateur des frontières naturelles, ait eu les yeux sur la Franche-Comté, on l'imagine sans peine ; et, sous un prétexte futile, il la fit envahir. Condé assiégea Dôle, qui résista admirablement, tandis que, venue la secourir, une armée d'Allemands et de Croates pillaient la province. Pour finir, ce fut la grande ruée. En 1637, trois chefs, à la tête de leurs troupes, pénétrèrent dans le pays : Weymar par la Saône, de Grancey par la principauté de Montbéliard, le duc de Longueville par la Bresse.

Ce que souffrit la Comté pendant cette guerre de Dix Ans, comme on l'appela, les mots ne peuvent en donner une idée. On revit alors, mais plus cruelles, plus meurtrières, les horreurs des pires époques : les villes brûlées, les villages anéantis, les paysans s'enfuyant au seul nom des Suédois et courant s'enfermer dans des grottes, osant à peine allumer du feu par crainte de la fumée révélatrice. C'est que les Suédois, quand ils les découvraient, n'hésitaient pas : ils les mouraient vivants au fond de leur retraite. La vie ne tenant qu'à un fil, chacun faisait son testament et ces actes étaient empreints d'une tristesse mortelle. Ils commençaient ainsi : « Considérant le douteux et incertain événement de ma fin, qui pourrait être avancée par quelque sinistre accident de peste ou de guerre régnant présentement si furieusement en cette province, etc. » (1).

(1) HUGON DE POLIGNY.

Car la peste acheva de ruiner la contrée. En 1626, elle commençait à sévir en Lorraine et en Basse-Alsace. Cette année-là et la suivante, la Cour de Dôle ne cessa d'inviter les officiers de divers sièges à observer exactement les édits. Elle recevait, en effet, de toutes parts, des avis qui lui annonçaient que la peste était en Lorraine, dans le pays de Montbéliard, à Bâle, à Fribourg, à Lausanne, à Genève, dans le Lyonnais, et, en août 1628, la maladie fit son entrée en Franche-Comté par quelques villages du bailliage d'Amont : Bouhans, Amblans, Vellothe, Bard-les-Pesmes. Il se produisit une amélioration véritable, mais malheureusement, les foyers d'infection se rapprochaient chaque jour de la province. Bientôt, on écrivit à la Cour que l'épidémie faisait des ravages à Yverdun et aux Verrières, et le 17 décembre, le magistrat de Pontarlier annonçait à celui de Salins qu'il venait de « barrer » tout le val de Morteau, parce qu'un nommé Jean Symon, marchand ambulant, qui devait être dans leur ville, revenant d'Italie, était passé par la Suisse et pour être admis dans Morteau, avait exhibé de fausses attestations. Or, quelque temps après son retour et dans sa maison même, il était mort subitement deux personnes dont l'une, sa propre femme, « portant une tumeur aux émonctoires et un charbon sur la main » (1). Le malheureux, ajoutait-on, qui est connu dans le pays sous le nom de Symon de Verrières, non content d'infecter sa maison, est passé dans Salins, Dôle, Arbois, Poligny et lieux voisins. Le magistrat de Salins fit immédiatement arrêter et barrer Symon dans son logis en informant la Cour de cette affaire.

(1) Docteur PERRON.

Ces signes avant-coureurs n'étaient pas de vains symptômes, et, en février 1629, Besançon commença de ressentir les atteintes du fléau. La Cour écrivit à ses officiers de Baume, Ornans, Vesoul, Quingey, de surveiller soigneusement les allées et venues du peuple de cette ville et d'empêcher qu'il ne s'écarte dans leur ressort. Du reste, à Besançon même, l'épouvante était grande : le gouverneur Despoutots s'était réfugié avec sa famille dans sa campagne de Brussey. Le procureur fiscal de Gray vint, lui-même, le sommer de rentrer, ce qu'il s'engagea de faire. Malgré cette assurance formelle, on mit par précaution deux arquebusiers à sa porte « pour, est-il dit dans le procès-verbal, l'empescher de sortir ny divaguer par le village, n'estoit pour retourner audict Besançon ». Mais, après mûre réflexion, Despoutots refusa de s'en aller, préférant subir une ou deux quarantaines s'il le fallait. Ainsi, trois mois d'arrêts forcés dans sa campagne lui paraissaient moins affreux que la vie empoisonnée qu'on menait en ville.

Mais déjà la peste s'étendait dans quelques villages voisins de Besançon, à Thise, à Morre, à Bregille, à Chevroz. Les échevins de Thise, très éloignés de Vesoul, leur ressort, n'avaient pris aucune mesure de police. Il y mourut plus de 80 personnes en quelques jours, et une chronique contemporaine rapporte qu'à Besançon, en huit mois, plus de 1.200 personnes périrent. Dans les premiers jours de mars, elle commença à Clerval. Elle y fut apportée, dit-on, par deux individus venus de Suisse et qui avaient, chemin faisant, obtenu passage à travers le pays en nettoyant les maisons suspectes. Peu de temps après, un jeune homme de Baume-les-Dames,

venu à Clerval, mourut quatre jours après son retour, L'enquête médicale n'apprit rien; toutefois, comme le cadavre était couvert de tanelures et d'exanthèmes, on voulut éclaircir le fait et on mit deux femmes « en la maison où ledict garçon estoit mort ; mais elles n'y heurent pas demeurer huict jours que la plus jeune tomba malade de peste bien recogneue, si bien que les ayant envoyées toutes deux aux loges, la plus vieille mourut deux jours après, ayant la peste aux deux aines » (1) (juin 1629).

D'autre part, le voisinage de la Suisse avait infecté les villages de la frontière. La contagion dura peu à Pontarlier, mais elle régna à Longchaumois, à Bonnetage, aux Fourgs. Dans ce dernier village, elle avait éclaté avec une telle violence qu'il y était mort, en quelques jours, plus de 20 personnes et que les habitants épouvantés s'étaient sauvés dans les bois de sapins où ils vivaient isolément ou par quartiers. Plus au sud, Brécy, Montrond, Saffloz, Chatel-Neuf, Foncine étaient méconnaissables. A Foncine, le rapport des officiers de Poligny indique 20 décès et 50 ménages infectés pendant le mois d'août. Puis, ce fut le tour de Quingey, Byans, Thoraise, Fontaine, Busy, Grandfontaine.

Quant à Lons-le-Saunier, voici comment la peste s'y propagea. Un potier s'était fait conduire par un muletier de Château-Châlon sur Arbois. Pendant le voyage, il ne cesse d'accuser de grandes inquiétudes et des frissons; il avait des mouvements presque convulsifs. Finalement, il tomba mort. Comme on découvrit des signes de peste sur son corps, notamment à la cuisse gauche

(1) Docteur PERRON.

et sous le sein du même côté, on barra les différentes maisons qui l'avaient hébergé tant à Château-Châlon qu'à Lons-le-Saunier. Ceci se passait le 20 juin. Or, Vernier, l'hôte du potier à Lons, avait chez lui deux cas de peste le 1^{er} juillet. On prit aussitôt les mesures nécessaires, mais l'épidémie ne cessa qu'à la mi-novembre.

La ville de Salins, elle, à cause de ses sauneries, était en relations forcées avec le reste de la province et plus que toute autre, elle connût le danger d'être infectée par les gens qui venaient sans cesse y chercher le sel. En effet, la maladie y débuta en juillet et ne tarda pas à s'étendre aux villages voisins. Le 8 novembre, on comptait 1.200 décès et ce jour-là, un incendie qui dura trois jours, vint mettre le comble à la misère des Salinois. Lorsqu'il fallut procéder aux élections, en décembre, on ne trouva plus vingt notables dans la ville. Au mois de janvier 1630, l'épidémie était terminée : Salins, dit le Parlement, avait perdu 3.000 âmes.

L'année 1630 vit l'extension de la peste en Franche-Comté. Besançon est atteinte une fois de plus et la cité fut accusée, peu de temps après, d'avoir infecté Dôle. On prétendait qu'un homme, venu de Vyt-les-Belvoir, avait laissé en paiement chez un cordonnier une « guergue bleue » qu'il avait achetée à Besançon et que cette culotte était la première cause des accidents. Besançon protesta en disant que toute vente de vêtements avait été interdite et que cette guergue venait de la montagne. Quoiqu'il en soit, la Cour décida le 1^{er} août qu'elle suspendait ses tenues de justice jusqu'au 20 août, époque à laquelle elle s'assemblerait dans la petite ville de Pesmes. Elle ne rentra à Dôle que le 12 novembre. Pesmes

fut très honorée et refusait impitoyablement tout ce qui arrivait de Gray, mais elle n'eut jamais le Parlement au complet, la plupart des conseillers alléguant des raisons plus ou moins plausibles pour ne pas s'y rendre. C'est qu'en effet, la peste existait depuis l'hiver dans tout le pays avoisinant. Elle avait débuté à Saint-Vallier-les-Port et à Frasne-le-Château; de là, elle s'étendit jusqu'à Port-sur-Saône. Roche-sur-Linotte, Miserey, Pelousey, Serre, Franois, Ecole sont infectés et à Cirey, les pestiférés y étant les plus nombreux et les plus forts, il ne fallut pas moins d'un bon poste d'arquebusiers pour les contenir dans leurs loges. Enfin, Gray vit la peste au mois d'août.

Le sud de la province ne fut pas épargné. La contagion avait d'abord affligé Saint-Claude au mois de mai; dans la suite, il y mourait plus de 400 personnes en quatre mois et si le nombre des victimes ne fut pas plus considérable, c'est à la fuite des habitants qu'on le dut. Comme elle sévissait en outre dans le pays de Gex et en Savoie, elle gagna rapidement presque tous les villages de la terre de Saint-Claude.

L'année suivante, la maladie parut décroître sur les plateaux; elle ne fit qu'effleurer Champagnole, Salins qui eut quelques cas de peste en février 1631, Poligny, où trois ou quatre maisons seulement furent infectées. Il n'en fut pas de même dans le bailliage d'Amont, où elle se localisa. Après Gray, elle occupa Champlitte, Pesmes, Vesoul enfin, où elle décima principalement les écoliers. En 1632, elle existait encore dans cette région puisqu'on la retrouve à Chaucenne, Emagny, Recologne et Chenevrey.

En 1633, Baume fut à nouveau atteinte; de là, l'infection se répandit à Cour, à Luxiol, à Lomont. Dans le ressort de Dôle, le village de Chaussin ne cessa d'en souffrir pendant cette année et la suivante. La Cour s'efforça, par des mesures sévères de l'y contenir. Cependant qu'au dehors, l'on disait que depuis Rahon jusqu'à Salins, tous les villages étaient contaminés. Genève voulut savoir à quoi s'en tenir et demanda au Parlement (juillet 1633) ce qu'elle devait croire de ces bruits. Celui-ci répondit que Rahon avait eu quelques atteintes mais que Salins était, sinon tout à fait nette, du moins exempte de peste et qu'on lui permettait l'entrée dans toute la province. Les bruits étaient bien vrais cependant et Salins, quoiqu'elle fût libre de trafiquer, n'en avait pas moins plusieurs maisons sous barre.

Toutefois, l'état sanitaire devint plus satisfaisant. Mais la guerre était imminente; déjà les frontières souffraient du voisinage de toutes les troupes que la France y rassemblait. Il ne manquait plus, pour mettre le comble à ces maux, qu'une recrudescence de l'épidémie. Elle eut lieu et voici comment. La contagion n'avait pas à vrai dire cessé tout à fait. En 1634, Chaussin, Orchamps-Vennes et quelques villages de la seigneurie de Granges en avaient encore plus ou moins subi les atteintes. Mais on considérait ces accidents comme la dernière lueur d'un incendie qui s'éteint. L'esprit public avait d'autres préoccupations dans les dangers qui l'environnaient. Or, la peste commença au mois de juin 1635, dans les régions frontières. Elle y fut apportée de Vaufrey et des environs. Saint-Hippolyte, Châtillon, Neuchâtel, Belvoir, Valonne et plus de 25 villages dépendant de ces seigneu-

ries furent gagnés. Les soldats de milice que Baume, Ornans, Pontarlier, Poligny avaient envoyés à Saint-Hippolyte pour la défense de la Franche-Montagne en rapportèrent l'infection dans leurs foyers. C'est ainsi que dans l'espace de quelques semaines le tiers du ressort de Baume fut empoisonné.

Au nord, les bailliages de Vesoul et de Luxeuil furent désolés. On dit que la peste y fut importée de Lorraine dont aucune ville n'était saine. La maladie se propagea rapidement. La Cour avait enjoint aux officiers des divers sièges d'envoyer à l'administration des Sauneries le rôle des villages infectés dans leur ressort et d'obliger les villages indemnes à faire l'approvisionnement de sel pour tous. Les officiers de Vesoul étaient dans une grande perplexité; il leur était facile, à la vérité, d'envoyer le rôle qu'on demandait, mais comment pouvaient-ils exiger que les villages indemnes fournissent de sel les infectés ? La plupart, dans le ressort, étaient suspects ou atteints. Par contre, les bailliages de Pontarlier, Ornans, Lons-le-Saunier, Saint-Claude, Arbois, y échappèrent en cette année 1635.

Mais l'année suivante, l'épidémie fut générale. Dans le bailliage de Baume, Clerval perdit la moitié de ses habitants ; à l'Isle, « il n'y réside en ce moment que quatre ou cinq bourgeois avec quelques paysans des villages voisins », écrit le curé sur la première page d'un registre paroissial. Pour celui d'Ornans, une lettre à la Cour du 12 décembre 1636 donne le chiffre de 1.800 décès sur 2.600 âmes; mais il n'y restait plus 800 habitants, le surplus s'étant enfui dans les forêts, au fond des cavernes. A Besançon, sur cinq con-

seillers, quatre sont barrés et le marquis de Conflans et son armée en sont chassés par la peste. Quant à Dôle, ce fut un véritable désastre. L'épidémie qui, quelque temps avant le siège, s'était répandue parmi les ouvriers qui travaillaient aux fortifications, emporta la plupart des intendants des travaux, atteignit les soldats et les bourgeois et pénétra même à l'hôpital : « La ville était triste à voir ; elle était encore plus triste à aborder. C'était une chose pleine d'horreur de voir hors de la porte où nous étions les loges des pestiférés en si grand nombre qu'elles tenaient place d'un grand faubourg (1). » On estime à 7.000 le nombre des victimes du fléau. A Poligny, c'était la même désolation ; à peine comptait-on douze maisons que l'infection n'eût pas souillées, « les aultres pour la majeure part estoient habitées par les nettoyeurs... »

A partir de 1637, on ne cite plus que quelques apparitions de la peste par ci, par là, quelques cas à Besançon. En 1639, cependant, elle se réveille avec une violence épouvantable dans Salins et l'on dut prendre les mêmes mesures qu'en 1629 pour la distribution du sel. Cette même année, Weymar, lui-même, l'ennemi exécré, est emporté, « la peste ayant causé ce bien à ceste province parmi tant de maux, écrit le colonel Vernier aux gouverneurs de Besançon, d'avoir osté du monde le prince ennemi juré de la très auguste maison d'Autriche et de notre religion (2). »

Vers 1640, la dépopulation était telle que plus de 150 villages, des meilleurs et des plus peuplés, étaient

(1) GIRARDOT DE NOZEROT.

(2) *Arch. Com.*, Reg. BB. 76, F° 22.

presque déserts et sans habitants... C'est ainsi que se termina cette épidémie terrible et, avec elle, l'histoire de la peste en Franche-Comté. En 1720, lors de la peste de Marseille, on conçut bien quelques alarmes ; des précautions sanitaires furent prises comme partout ailleurs ; on acheta même pour plus de 6.000 livres de drogues en prévision du fléau. Mais, comme on le sait, la maladie se contint en Provence : depuis 1640, on ne l'a plus revue en Franche-Comté.

CHAPITRE II

Opinion des médecins du temps sur la peste

Une maladie qui sévissait avec une telle rigueur ne pouvait laisser indifférents les médecins d'alors. De fait, pendant la première moitié du XVII^e siècle, ceux de notre province ont publié leurs observations sur les cas qu'ils avaient été appelés à traiter, et c'est ainsi qu'un Verney ou un Dorenet, tous deux professeurs à l'Université de Dôle, qu'un Bésard, médecin à Vesoul, écrivaient, les premiers en 1629, l'autre en 1630. Leurs ouvrages ont un fond commun, et il est probable qu'ils ont été inspirés, du moins en partie, par le célèbre traité : « De la Peste », d'Ambroise Paré, qui leur est antérieur de près d'un demi-siècle ; mais c'est la « *Briefve et facile méthode pour se préserver et guérir de la peste* », de Dorenet, qui est le meilleur et le plus scientifique. Outre les hommes de l'art, de modestes anonymes faisaient paraître, à l'usage du peuple, de petits

opuscules contenant les remèdes à prendre et les mesures d'hygiène à observer « tirés des meilleurs auteurs », affirmait-on.

Comme il est dans la nature de l'homme, lorsqu'il est frappé, de chercher d'où viennent les coups, on raisonnait alors beaucoup sur les causes des épidémies ; et de cette curiosité naturelle naquirent diverses théories.

Trois écoles régnaient : c'étaient celles des théologiens, des astrologues et des « philosophes médecins ». Pour les premiers, la peste était un fléau de Dieu qui punissait les hommes de leurs fautes, et ils le prouvaient par une infinité de passages des Livres sacrés. Les astrologues, et avec eux quelques médecins, croyaient que la peste était due à certaines influences des corps célestes, comme il devait s'en produire « lors de la conjonction de Saturne avec Mars » ; ils le prouvaient par l'apparition de maladies contagieuses survenues après un tel phénomène. Quant aux philosophes médecins, leur opinion était que le mal venait d'une « qualité vraiment élémentaire, portée en l'air et communiquée aux hommes ». Dorennet, après avoir affirmé qu'« il n'y a personne bien sensée qui n'avoue l'opinion des théologiens », critique celle des astrologues qu'il a toujours estimée « vaine » : de fait, « en leurs prédictions, ils se trompent le plus souvent... et s'il faut rechercher en vray la cause de la peste de Dôle, nous sçavons que ny les influences des astres, ny l'impureté de l'air en doivent estre accusez, puis que l'on est certain qu'elle y a esté portée par personnes qui estans sorties d'un lieu apesté, luy ont communiqué ce mal ». Et il conclut que, pour lui, la peste ne s'est jamais glissée en quelque province

que ce soit, par la corruption de l'air, « mais plutôt par la conversation des personnes touchées de ce mal qui se rend plus ou moins cruel, selon la disposition des corps où il agit. Il est continuellement à Paris, à Bruxelles et autres grandes villes et ce n'est ny l'air ny les influences qui l'y maintiennent ».

On ne peut être plus catégorique ; mais, mieux encore, il précise la façon dont, à son avis, se produit la contamination : « L'action contagieuse se fait par atouchement... La contagion qui se communique par atouchement, à mon jugement, n'est malaisée à comprendre puis que tous les jours nous l'expérimentons non seulement en nos corps, mais encores en d'autres. Beaucoup de maladies cutanées et externes se communiquent par contagion comme la rogne, la lèpre, la vérolle et autres semblables. Car si quelqu'un couche avec un galeux, vérollé ou lépreux, ou bien en linges, où telles personnes auront couché, la qualité contagieuse premièrement infecte le cuir, puis par les pores se glissant plus avant infecte les esprits, puis les humeurs, sans que l'on doive accuser le ciel, ou rapporter cette action à une cause divine ou occulte ». Bref, on le voit, les médecins de jadis n'admettaient pas plus l'apparition spontanée d'une peste que nous n'admettons aujourd'hui la génération spontanée d'un insecte ou d'une moisissure.

Puis, on recherchait les causes prédisposantes : parmi elles, on citait l'affaiblissement du corps « par longs travaux, veilles, jeûnes, évacuations, passions d'esprit, crainte, appréhension ». C'était une cause fréquente, sans doute, en ces époques troublées, où la mi-

sère était grande, où le peuple vivait chichement, où la vie en ville ou à la campagne était souvent malsaine, où des armées sans discipline dévastaient à tout instant le pays ; et il est facile de comprendre que toutes ces circonstances étaient admirablement propres à favoriser l'éclosion de la maladie. Parmi elles, cependant, c'est la dernière, la guerre, qui est sans contredit à l'origine des épidémies de peste.

On pourrait s'étonner, par exemple, que la peste noire de 1348 se soit répandue par toute l'Europe ; mais, partout aussi, ce ne sont que batailles et invasions : le roi de Danemark, le roi de Hongrie, le roi de Bohême et, plus près de nous, le roi d'Angleterre, font la guerre ; et ces bandes que l'on appelait des armées et que l'on traînait d'un bout de l'Europe à l'autre n'étaient-elles pas, lorsqu'elles rentraient dans leurs pays, le véhicule le plus sûr de l'épidémie. C'était heureux encore quand elles se contentaient de regagner leur contrée ! mais lorsqu'elles se transformaient en ces troupes de brigands que l'on nommait Grandes Compagnies ou Ecorcheurs, elles apportaient la contamination à coup sûr.

Continuons notre promenade à travers l'histoire. Au XVI^e siècle le roi de France guerroyait sans cesse ; ses armées parcourent l'Italie, tandis que, venant de l'Orient, celles de Soliman traversent l'Europe et s'en viennent ravager jusqu'aux confins de l'Autriche. Or, l'Asie a toujours été le réservoir du virus pestilentiel et elle le transportait elle-même, on le voit, aux abords de nos frontières. Du reste, si la Franche-Comté a connu, à quelques rares époques, des années de paix, elle n'en subissait pas moins le passage fréquent d'éléments

étrangers, et l'on retrouve souvent dans les archives de Besançon des lettres adressées aux gouverneurs de la ville demandant l'autorisation de traverser la cité pour une armée qui s'en allait combattre. Il est même curieux, à cette occasion, de lire les précautions que l'on prenait lorsque cette autorisation était accordée. D'abord, on ne laissait entrer qu'un faible effectif, deux cents ou trois cents hommes, et ce n'est qu'au moment où un coup de canon, tiré de la porte de sortie, annonçait à l'autre extrémité de la ville que la petite troupe était passée, qu'on faisait pénétrer un effectif semblable. En outre, l'itinéraire était nettement établi et, en aucune circonstance, les soldats ne devaient s'en détourner ; pour plus de sûreté, l'on tendait des chaînes à l'entrée des rues transversales. Dans les voies empruntées, les citoyens de Besançon ne pouvaient circuler, et sur ordre des gouverneurs, les boutiques y étaient closes. Mais comme le peuple venait se masser derrière les chaînes, que quelques soldats s'égarèrent volontiers de leur chemin, il était bien rare que le cheminement d'une troupe à travers la cité n'y fût pas suivi de quelques cas de peste.

Mais c'est à propos de la grande épidémie de 1629-1639, que l'intervention des armées contaminées apparaît dans toute son ampleur. Cette épidémie, qui fut la plus meurtrière de toutes, coïncide avec la guerre la plus terrible, la plus internationale, qui ait dévasté la Comté : souvenons-nous des horreurs que les cruels Suédois firent subir à nos ancêtres. On peut suivre aisément, d'ailleurs, la marche de la maladie. Quelques mois auparavant, son apparition est signalée dans les régions voisines : en Lorraine, en Suisse, à Bâle, à Lau-

sanne, à Genève ou dans le Lyonnais. Lorsque la guerre est imminente, on lève des milices, on les masse aux frontières et, revenant ensuite dans leurs foyers, les hommes apportent l'infection. Mais que l'ennemi envahisse le pays ou que l'on fasse appel à des mercenaires du dehors pour la garde de la ville, ainsi que l'on faisait à Besançon en 1639 (1), et c'est la contagion en masse. On cite à cette époque des localités qui furent presque complètement dévastées et ces localités sont précisément limitrophes de la Lorraine, notre alliée.

On pourrait objecter que la province a connu d'autres guerres alors que la peste a soudainement disparu. A cela, rien de surprenant cependant, car ce que fut la conquête de 1668, on le sait : une promenade militaire ; Besançon, Dôle, Salins, Gray, tombèrent aisément aux mains du roi et en quinze jours, tout était terminé ; la conquête de 1674 fut plus longue ; mais toutes deux furent entreprises par une armée mieux disciplinée, mieux organisée, qui n'avait rien de commun avec les bandes des invasions d'autrefois. Plus tard, l'unification du royaume permit l'application de mesures générales et c'est pourquoi l'on put, au début du XVIII^e siècle, voir cette merveille : une importante épidémie de peste contenue dans le midi de la France.

Ce mode de propagation n'avait pas échappé aux médecins comtois, et s'ils avaient quelque ignorance sur le facteur causal, ils étaient par contre bien renseignés sur les symptômes de la maladie. A côté des signes banaux, nullement spécifiques, comme la fièvre, les vomissements, le pouls petit « imbecille et inégal », les urines

(1) Arch. Com., Reg. BB 76, F^o 17.

« confuses et variables », la diarrhée, les matières fécales, l'inquiétude, la soif, la dyspnée, la toux sèche, ils remarquent l'existence constante des charbons et des bubons, considérés, aujourd'hui encore, comme pathognomoniques de la peste. « Si la bosse et les charbons sont conjoints, il ne faudra douter que cette fièvre est pestilente et principalement si quelque soupçon extérieur a précédé, comme conversation suspecte et en lieu où ce mal a commencé de se faire ressentir. »

Cependant un seul de ces symptômes ne veut pas dire peste, car « ceux qui croient que la peste a quelque signe particulier et univoque, pour estre jugée et reconnue telle, se trompent ; ny la fièvre, ny les bosses, ny les charbons considérez précisément et à part soy, moins les autres symptômes peuvent faire une induction certaine ». Et l'auteur fait alors la discussion du diagnostic : « Les bosses aux aines, souz les bras et derrièr les aureilles, ne concluent pas que ce soient marques de peste, autrement l'on tiendrait pour apestez ceux qui ont des tumeurs et bubons vérolieques (chancre simple sans doute), ou lors que les parotides s'enflent et suppurent, ce qu'il n'est vray. Aussi l'on remarque souvent des charbons, qui toutesfois ne sont pas toujours pestilents et contagieux : une hyrondelle ne faict un printemps, aussi un seul signe, voire ny deux, ni trois ne marquent la peste. Il arrive aussi souvent qu'une fièvre fort violente saisira quelqu'un avec une tumeur en l'aisne ou souz le bras et toutesfois, cette fièvre ne sera pestilente. Il faut estre certain, colliger et joindre beaucoup de signes ensemble. » N'est-ce pas là un remarquable essai de diagnostic différentiel ?

Mais, au moment des épidémies, on examinait non seulement les malades, mais encore les cadavres. Pour faire ces levées de corps, on avait coutume d'envoyer des « commis », profanes de la médecine, sur lesquels les magistrats se reposaient. Dorenet, dans son traité, demande que ces commis soient « capables, prudents, judicieux et expérimentez, puisque de leur rapport dépend l'ordre que le magistrat doit donner. Et s'il se pouvoit faire, qu'en chose de telle conséquence les médecins mesmes y fussent appelez ou à tout le moins consultez, je croy que le tout se passeroit avec plus d'assurance... Les ignorans, quoy qu'ilz se vantent d'estre fort expérimentez, s'y trompent le plus souvent. »

Or, voici ce que fera le « bon et prudent médecin ». Après s'être informé soigneusement de tous les accidens survenus pendant les heures qui ont précédé le décès, il remarquera si le corps est « pâteux, flexible, mollasse », et, dans ce cas, il pourra assurer qu'il s'agit de peste. (Car la rigidité était considérée comme n'appartenant pas aux cadavres des pestiférés.) Si la maladie a duré quelques jours, il faudra rechercher des tumeurs aux aines, aux aisselles, derrière les oreilles ou en toute autre partie du corps et s'informer des symptômes présentés au cours de l'affection. Le Docteur Perron rapporte (1) d'ailleurs un curieux exemple de certificat médico-légal. Il montre que les médecins franc-comtois du XVII^e siècle étaient réservés dans leur jugement. Soit qu'ils fussent retenus par la crainte d'alarmer leurs concitoyens ou de provoquer leur séquestration sans motif suffisant, soit qu'ils fussent

(1) *Annales des épidémies de peste*. Soc. d'Em. du Doubs, 1861.

poussés par cette disposition d'esprit en vertu de laquelle l'homme éclairé réagit contre la croyance du vulgaire, ils n'affirmaient l'existence de la peste qu'à bon escient.

Un marchand de Pont-à-Mousson étant mort à Vesoul, la brièveté de sa maladie, les pays suspects qu'il avait parcourus éveillèrent l'attention du magistrat qui délégua, pour la visite du corps, un médecin, un chirurgien et un apothicaire. Ceux-ci, après avoir examiné attentivement le cadavre, n'y découvrirent que les marques suivantes :

Premièrement, le long des lombes et sur les cuisses, ils ont reconnu une couleur livide entremêlée d'un sang pourpre, laquelle s'épanchait confusément par toutes les parties susdites, et de plus, au milieu de l'épine du dos, trois taches noires de la largeur d'environ un carolus assez voisines l'une de l'autre sans dureté ni tumeur, la plus grande desquelles ayant été exprimée avec la main a rendu du sang semblable à celui qui sort d'une meurtrissure et contusion, à quoi l'on ajoute une marque noire que l'on a découverte en la jambe droite de la grandeur aussi d'un carolus *sans tumeur et éminence* avec une croûte dessus, qui sont les signes qui pourraient faire croire que tel mal ne serait exempt de malignité et contagion, ce que toutefois les soussignés ne se peuvent persuader, tant à raison que telle couleur livide et pourpre paraît ordinairement aux corps morts en ces parties-là comme étant les plus humides et les plus sujettes à la pourriture, que pour avoir su assurément que le défunt retournant à Besançon où déjà par quelques jours il aurait été malade de quelque fièvre, fut accablé de mauvais temps et d'une pluie continuelle qui le refroidirent tellement qu'étant arrivé à Vesoul à l'entrée du logis, il tremblait aussi fort et était aussi froid que s'il fût sorti d'une eau glacée, lequel froid lui a continué jusqu'à la mort; partant, il est assez de juger que la chaleur naturelle ayant été éteinte en ces parties par son

contraire, y aurait laissé cette lividité comme un signe inséparable de son extinction ; et quant aux trois autres marques de l'épine du dos, l'on veut estimer qu'elles proviennent d'une balle qu'il portait qui les lui aurait causées, et, en effet, elles ne paraissent que comme des contusions ; pour celle de la jambe, l'on tient que c'est une gâle ; ce qui le fait plus assurément disposer de ce que dessus et encore qui est le plus considérable en cette visite, *c'est que vers les émonctoires du corps où la nature a accoutumé de faire ses décharges, il n'y a eu aucune tumeur ni marque sur la cuisse ni en toute la région du thorax, fistules naturelles, ni autres vestiges de matière vénéneuse, étant de plus ledit corps roide et tendu*, que sont les signes externes qu'il n'y a soupçon de contagion ; et que, s'il y en a, le doit-on plutôt prendre du lieu de Pont-à-Mousson que des signes qui ont paru audit défunt ; et pour ce, lesdits soussignés remettent à la prudence de Messieurs, laquelle pourvoiera à ces accidents avec autant de soin et vigilance qu'elle a fait jusqu'à présent et expédient pour le bien public.

VESOUL, le 17 mai 1630.

Signé : J. ROUSSELET, *docteur-médecin.*

David RABARON, *chirurgien.*

Philippe PIQUENET, *apothicaire.*

Il faut avouer cependant que les médecins ne procédaient pas toujours avec autant de soin ; ils le faisaient avec une extrême circonspection, n'examinant le corps « qu'à bon vent », si possible, le faisant manier et palper par des mercenaires ou des parents, et tout cela parce qu'ainsi le voulait l'autorité. Voici d'ailleurs cette autorité à l'œuvre : un jour, le cadavre d'un pauvre homme fut trouvé, à Brésille, dans le fond d'un petit vallon plein de broussailles. Un procureur d'office et les échevins vinrent procéder à sa levée : « Tout à l'entour de la place où il gisait, la terre paraissait fort battue et tri-

pée, comme si le misérable avait énergiquement piétiné pour lutter contre le froid mortel de la nuit. Il paraissait de haute stature, fort décharné des cuisses et de la face, à barbe rousse et d'un âge d'environ 40 à 50 ans ; il était presque nu, sans guergue (culotte) et sans chapeau ; *vu à la distance de 60 pas*, on n'apercevait sur son corps, ni contusions, ni blessures », et le procureur n'hésita pas à déclarer que cet homme avait dû mourir de famine et de froid. Cependant, par précaution, il fut ordonné que son cadavre serait enfoui sur place, qu'il ne serait inhumé qu'avec de longs crocs et que ceux qui auraient fait l'inhumation se tiendraient « resserrés et ne converseraient avec personne d'ici cinq à six jours ».

Plus heureux que le procureur, Jean Mulot, chirurgien de Cromary, put signaler le début d'une épidémie. Appelé à soigner quelqu'un du village de Chevroz, il s'aperçut, en découvrant le malade pour le saigner, *« qu'il estoit tout lentillé par dessus son corps, de sorte que l'on n'eust peu mettre une teste d'espingle entre deux tasches ; il avoit aussy une grosse bosse à l'entre-cuisse droite, à trois doigts plus bas que l'inguine (1). »* Mulot, ayant de plus appris que son malade avait été à Besançon où régnait la peste, pensa qu'il avait affaire à cette maladie. Il s'enferma dans une baraque qu'il possédait et, malgré les instances d'un maître chirurgien de Besançon qui prétendait qu'on avait pris une pustule maligne pour un charbon pestilentiel, il ne voulut pas rentrer dans Cromary avant d'avoir achevé sa quarantaine. Plus tard, de nouveaux cas survenus à Chevroz démontrèrent que Mulot ne s'était pas trompé.

(1) Docteur PERRON.

Non contents de diagnostiquer la peste, les médecins essayaient encore de faire un pronostic. Ce pronostic était basé sur les symptômes considérés isolément et sur les formes cliniques que l'on avait pu individualiser à cette époque. Tout d'abord, ils considéraient comme un signe favorable les bubons qui arrivaient rapidement à suppuration et, actuellement, on admet encore que, lorsque la peste bubonique évolue vers la guérison, le bubon s'ouvre en même temps que la température s'abaisse, les symptômes généraux s'amendent et le malade est rétabli au bout de 3 à 4 semaines. La peste était considérée comme beaucoup plus grave quand elle se présentait avec des charbons, mais « les pires de toutes sont les pestes pétéchiales qui couvrent le corps de pétéchies ». Graves étaient encore les signes suivants : le délire, les hémorragies, le pouls « inégal », « l'urine grasse, oléagineuse, noire ou livide », et ils annonçaient une mort certaine. A côté de ces symptômes qui ont encore de nos jours une certaine valeur pronostique, d'autres sont devenus insignifiants, tels la langue « sèche et acide », la rétraction et le tremblement des membres, des mains et de la langue, la surdité, l'éternuement, les cardialgies, le hoquet ou les sueurs.

On divisait encore les symptômes en signes le plus souvent mortels : c'étaient la crainte, le défaut d'appétit, le charbon situé au droit du cœur ou de l'estomac ; en signes mortels : la tendance aux vomissements, les hématomés, les urines troubles, les sueurs froides ; en signes manifestement mortels : l'haleine fétide, les « selles liquides, onctueuses et grasses, les pustules qui apparaissent et après qu'elles sont sorties soudain se

cachent » ; en signes de mort prochaine : la face est livide, tachée de diverses macules, l'urine trouble « comme la lie », les sueurs abondantes et froides sortant de toutes parts ; en signes de longue maladie : l'urine est trouble et épaisse, mais le malade conserve ses forces ; en signes meilleurs : l'esprit en repos, le goût pour les viandes, les bubons gros et larges, longs et mobiles, éloignés « des membres nobles et principalement du cœur ».

Mais le pronostic était aussi basé sur la forme clinique que présentait la maladie. Il semble bien, en effet, d'après les descriptions que l'on en peut lire, que les médecins franc-comtois, Dorenet en particulier, avaient distingué par la simple observation clinique les trois formes que l'on décrit aujourd'hui sous les noms de bubonique, septicémique et pneumonique.

La première, évidemment, leur était bien connue, car elle était la plus facile à diagnostiquer et la plus fréquente. Après avoir indiqué les symptômes de début, Dorenet arrive à ceux que l'on observait vingt-quatre heures après. « Le visage n'est pas beaucoup changé de son naturel, le pouls constant et médiocre, la respiration facile, point ou peu de vomissements et si l'on prend garde qu'aux aînes, sous les bras, derrière les oreilles ou autres parties du corps, quelque tumeur commence à s'élever avec manifeste diminution de la fièvre et de ses accidens, et ladite tumeur et sa circonscription, ou base non beaucoup étendue, mais recueillie ou ramassée, s'élevant peu à peu en pointe ou pyramide, ce sont signes pronostics de bonne et heureuse issue ».

Et voici la forme septicémique : « Comme aussi le

temps écoulé et les forces non en tout abattues, il faut croire la contagion être passée à la masse du sang. Car les symptômes qui avaient donné en apparence quelque trêve, persistent, voire s'accroissent d'heure à autre, les vomissements arrivent quasi continuels, tantôt jaunes, tantôt verts, tantôt mélangés de noir et de rouge, les urines rougeâtres ; les bosses ou tumeurs sont larges et de grande étendue, tant s'en faut que l'on remarque de l'allègement qu'au contraire tous les symptômes se multipliant et la nature de moment en moment défaillant, l'on prend certain indice de sa prompte ruine. Lorsque ces signes paraissent, il n'y a aucune espérance que, par remèdes naturels, l'on puisse donner secours suffisant au malade, mais humainement parlant, il est désespéré. » Il s'agit là, sans aucun doute, d'une forme septicémique secondaire à une forme bubonique.

La forme pneumonique d'emblée ne leur était pas étrangère : « Si dès le premier jour que le malade a été saisi du mal, toutes les forces ont été à l'instant abattues, la face fort changée, les yeux enfoncés, les tempes encavées, le nez devenu plus long et plus aigu, les narines plus ouvertes, les lèvres avec le visage comme livide, le pouls très petit, la respiration fort empêchée et comme oppressée, les délires perpétuels, les sueurs froides, les syncopes et les hoquets fréquents ; ces symptômes montrent le mal être très pernicieux et avant que la qualité pestilente soit communiquée au sang, sans autres marques en l'extérieur de bosses, charbons ou exanthèmes, le patient dans les vingt-quatre heures cédera à son ennemi. »

En présence de telles descriptions, on ne peut s'empêcher d'admirer le sens clinique des médecins d'alors. S'ils ignoraient le bacille de Yersin, ils connaissaient du moins à peu près aussi bien que nous les symptômes de la peste et son évolution.

CHAPITRE III

Mesures d'hygiène

Quoique privés des découvertes relativement récentes sur l'agent de la peste et son mode de transmission, les médecins comtois en savaient assez sur l'existence d'un miasme extrêmement diffusible et contagieux, pour guider utilement les magistrats qui leur demandaient conseil, comme le cas se produisit souvent à Dôle. Le Parlement, les gouverneurs, les échevins avaient, en effet, dans toute la province, de réelles préoccupations hygiéniques, et bien que l'institution officielle de l'hygiène publique en France ne date que de la fin du XVIII^e siècle, ce serait une erreur et une injustice de mépriser les anciennes tentatives. Le service des épidémies fut créé en 1786, époque à laquelle un édit royal chargea les intendants de se renseigner sur les maladies régnantes et de transmettre à la Société royale de médecine les observations recueillies par des médecins spécialement désignés ; mais auparavant, de nombreuses polices ont

essayé de sauvegarder la santé des villes et des villages.

C'est que les habitants voyaient venir le fléau avec le plus grand effroi. Tous ceux que leur situation de fortune mettait à même de fuir la contagion, désertaient à la hâte leurs habitations urbaines. La vie publique était comme suspendue. Les transactions commerciales étaient à peu près complètement arrêtées, la crainte de la maladie éloignant de la cité les étrangers. Les travaux agricoles en souffraient même et on dut plus d'une fois avoir recours à des ouvriers du dehors pour faire les vendanges du vignoble bisontin.

Cet état de choses critique ne laissa pas d'émouvoir les gouvernants de la province et on les voit élaborer des règlements généraux pour limiter la propagation de la peste à l'intérieur même du pays ; quant aux villes déjà contaminées, leurs magistrats reçoivent du Parlement de pleins pouvoirs pour prendre les mesures nécessaires tant dans la cité elle-même, que dans les communautés du voisinage. Seuls, les gouverneurs de Besançon, ville libre, avaient l'entière responsabilité de la santé de leurs concitoyens, et l'on doit dire à leur avantage, qu'ils n'étaient pas, dans cette tâche, inférieurs aux échevins des villes voisines. Leurs règlements font d'ailleurs l'objet d'un très intéressant mémoire du Docteur Limon.

I

Une des conditions essentielles de la mise en œuvre des mesures de prophylaxie est de connaître l'existence de la peste dans la région et sa marche topographique.

Aussi la Cour de Dôle et les magistrats des différentes villes recherchaient-ils avec empressement les informations qu'ils pouvaient recueillir sur ce point. Ils demandaient des avis officiels ou officieux, mais ils comptaient beaucoup plus sur les seconds que sur les premiers. Ceux-ci, émanant des pays suspects, étaient souvent intéressés et l'on s'efforçait de cacher le fléau. D'ailleurs, notre province usait du même procédé lorsqu'elle était, elle-même, atteinte, et l'on se souvient qu'en 1633, Genève ayant demandé à la Cour de Dôle la confirmation de l'existence de la peste à Salins et ses environs, celle-ci répondit que le bruit était faux, bien que la maladie y fût réellement. De même, le bailli de Montbéliard réclamait contre la prétendue diffamation dont ses concitoyens étaient l'objet en 1626 ; il confirmait cependant qu'il en était mort quelques-uns, mais « tous pauvres gens vivans d'aumosnes » ; de même Bâle, la Haute-Alsace, les cantons suisses, pour obtenir le libre passage à travers la Franche-Comté, protestaient du bon état de leur santé. Bref, on faisait plus volontiers appel aux renseignements qui émanaient des citoyens que les circonstances avaient mis en possession de la fatale nouvelle. D'autres fois, la seule annonce du passage des troupes espagnoles suffisait pour mettre en éveil la prudence des magistrats (1).

Sitôt prévenu, on avertissait les officiers de la province et le Parlement promulguait des édits en vue de limiter les allées et venues, partant les risques de contamination, aux abords des pays suspects. On prohibait l'exportation des grains et on renouvelait l'édit des

(1) *Arch. Com.*, Reg. BB. 36, F° 200,

pauvres. En effet, les marchands venaient du Lyonnais, de la Bresse, d'Orléans même, acheter du blé sur nos frontières et les paysans comtois en faisaient des amas pour l'échanger contre des vins, « ce qui est, disait le Parlement, chose insupportable et de trop grande ruine au pauvre peuple, auquel on enlève ainsi ce qui lui est absolument nécessaire pour lui rendre ce dont il n'a déjà que trop (1) ». Quand à l'édit des pauvres, il visait à supprimer le vagabondage et, pour ce faire, il était indispensable que chaque ville nourrit les siens.

Bien souvent, malgré ces mesures, la peste pénétrait dans la province. Le cercle d'informations se resserrait alors, et chaque cité, soupçonnant sa voisine, cherchait à connaître sa situation sanitaire. Il arrivait que les villes atteintes prévinsent elles-mêmes le Parlement, lequel, à son tour, transmettait la nouvelle à ses officiers des divers bailliages. Telle Salins qui fit barrer le marchand ambulant Symon tout en informant la Cour. Celle-ci enjoignit aux officiers de Salins de l'interroger « de loin pour éviter le danger » sur toutes les circonstances possibles de son voyage, quels logements il a occupés dans le pays, quelles marchandises il y a vendues, quelles personnes les ont achetées et leur prescrivit au besoin de se rendre à Morteau pour plus ample information et surtout de « pourvoir à sa bonne et sûre garde, afin que, s'il est coupable, l'on puisse par l'exemple de son châtement contenir tous autres de tomber en pareille faute et méchanceté ». Telle Poligny, dont une lettre des « mayeur et échevins » annonçait le 7 oct. 1555 que la peste a éclaté dans deux maisons de la ville

(1) Docteur PERRON.

mais qu'ils ont pris de telles mesures que le mal est enrayé (1). Telle Besançon, qui, le 26 juin 1576, donne avis aux villes voisines qu'une épidémie a éclaté dans la cité (2). Mais fréquemment aussi, c'est par des avis officiels que l'on apprenait qu'une agglomération était suspecte. En 1531, par exemple, l'avertissement est dû à une lettre d'un Bisontin fixé à Dôle, et reconnaissants de ce service, les gouverneurs lui votent une adresse de remerciements.

Quelquefois, les villes contaminées, pour garder le plus longtemps possible la libre fréquentation de la province, s'efforçaient de cacher la peste et attendaient le résultat des premières mesures avant de déclarer la maladie. Quand l'épidémie prenait des proportions inquiétantes, alors seulement, elles avisaient officiellement les autorités.

C'est ce qui arriva à Besançon en 1629. Renseigné par les rapports des baillis, le Parlement publia un édit ordonnant aux magistrats de prendre les mesures habituelles contre la cité. Celle-ci s'en plaignit au gouverneur de la province, assurant que « la santé publique était satisfaisante dans leur ville ; que beaucoup de ceux qu'on disait morts s'y portaient bien et n'avaient même jamais été malades ; qu'au surplus, s'il y était mort subitement quelques personnes, on n'était pas très certain que ce fût de peste, puisqu'on n'avait découvert aucun signe particulier sur leur corps... » Mais les gouverneurs de Besançon dissimulaient leur malheur pour n'en pas subir toutes les conséquences.

(1) *Arch. Com. Bes.*, Reg. BB. 27, F° 173.

(2) *Arch. Com. Bes.*, Reg. BB. 36, F° 20.

Car, une ville était-elle signalée comme infectée, aussitôt on lui imposait ce que l'on appelait la barre. Celle-ci était simple ou serrée. Dans la barre simple, on posait des gardes à l'entrée « des lieux voisins et sur les avenues du pays malade et séquestré ». Dans la barre serrée, on élevait, en vue de ce pays, un corps de gardes plus ou moins nombreux, bien armés et bien approvisionnés. C'est cette dernière qui fut appliquée à Besançon. Comme les progrès de la contagion s'étendaient dans les prévôtés voisines, la Cour apprit à compter moins sur des menaces que sur des mesures de bonne police. Afin d'empêcher les curés de se rendre à Besançon et d'y traduire leurs paroissiens à l'officialité, elle demanda à l'archevêque la translation de ce tribunal à Gy. Puis, pour assurer les approvisionnements de la cité, elle enjoignit aux gouverneurs de désigner hors leur territoire des lieux pour la tenue de leurs marchés aux jours qui leur conviendraient. En même temps, elle donna l'ordre à ses officiers du bailliage d'Amont de mettre de bonnes gardes sur les avenues de Besançon. En conséquence, le tribunal ecclésiastique fut transféré à Gy et MM. les Gouverneurs demandèrent que la tenue de leurs marchés eut lieu les jours ordinaires, le mercredi et le samedi, dans les villages d'Ecole et de Pirey (1).

Ce siège de quelques mois sembla bien long à Besançon et finit par lasser les communautés voisines qui en supportaient tous les frais et qui refusèrent, un jour, très nettement d'entretenir plus longtemps des gardes qu'on accusait de tous côtés de commettre des larcins.

(1) Docteur PERRON.

Les magistrats de Besançon disaient en outre que les marchés d'Ecole étaient insuffisants et nécessitaient beaucoup de frais à cause de l'éloignement, que chaque village, sous le prétexte de payer ses gardes, rançonnait les vivandiers qui les pourvoyaient de victuailles. La Cour se départit alors de sa sévérité ; une conférence eut lieu et le blocus fut allégé. Les bourgeois de Besançon pouvaient, moyennant certaines formalités, se retirer dans leurs maisons de campagne. Ceux-ci firent, paraît-il, un usage excessif de cette convention. Le Parlement, qui n'avait accordé qu'à regret l'entrée de la ville pour les vendanges, ordonna de nouveau à tous les villages de surveiller soigneusement les passages. Malgré l'assurance positive que les gouverneurs leur donnaient du bon état de leur santé ; elle prétendit recevoir des avis particuliers qui l'assuraient du contraire, et elle voulut que tous ceux qui avaient fait les vendanges à Besançon fissent une sévère quarantaine avant d'être admis dans leur village. Besançon se plaignit alors au Conseil d'Etat des Pays-Bas. Mais la Cour de Dôle trouvait étrange que la ville fût si pressée d'avoir la libre circulation. Elle décida que Besançon patienterait encore « jusques au défaut de la lune et au renouveau de la suivante », époque réputée critique et qu'on avait coutume d'attendre pour ouvrir définitivement les portes des lieux suspects. Ce délai écoulé, elle leva la barre et à cette occasion fit passer aux gouverneurs cette ironique épître (1) : « Messieurs les Gouverneurs, nous avons reçu vos lettres du 24 de ce mois et entendu ce que les sieurs Mareschal et Gaudot, vos députés, nous

(1) Docteur PERRON.

ont représenté de vostre cité par l'esclaircissement particulier qu'ils nous en ont donné, auquel nous avons adjousté foy, nonobstant les nouvelles contraires que le mesme jour et le précédent, nous avons reçu de divers costez. Nous prions Dieu qu'il vous la conserve, etc... ». (26 novembre 1629).

Dans les villes encore saines, on veillait à ce que nul, venant des lieux infectés ou suspects, ne fût admis. La chose était facile pour les villes fermées, et elles l'étaient presque toutes ; on plaçait à chaque porte des gardes bien armés et plus nombreux et ils avaient mission d'empêcher absolument l'entrée des personnes et des choses venues des pays dangereux, de n'admettre les voyageurs que sur de bonnes et dues attestations. A Gray, en 1574, les portiers ne doivent pas laisser entrer de chariots chargés de *pates* (chiffons), de linges, de matelas de plumes « à peine d'être punis arbitrairement » ; en 1576, un bourrelier, étant allé voir à Emagny un certain Simon Luret, dut, pour passer les portes de Gray, « prester serment aux saints Evangiles de Dieu qu'il n'avoit parlé de plus près de soixante pas audict Simon Luret (1). » A Besançon, en 1493, on défend au portier de Saint-Jacques d'Arènes d'ouvrir la porte, sinon pour laisser passer les convois mortuaires (Reg. 9, f° 92) ; en 1525, elle ne s'ouvrira que le matin et le soir, pour laisser passer le bétail allant aux champs et en revenant (Reg. 13, f° 11) ; en 1531, on donne l'ordre de fermer à clef « le navoy de Burgilles par lequel les malfaiteurs se saulent hors la cité et les infectz de peste rentrent » (Reg. 14, f° 8) ; en 1543, on défend aux passeurs du

(1) GATIN et BESSON, *Histoire de Gray*.

Doubs de « passer et repasser sur leurs bateaux des inconnus et des personnes suspectes de peste ». (Reg. 23, f° 159).

Ces mesures étaient d'ailleurs très rigoureuses. Pour traquer ceux qui réussissaient à les enfreindre, il était interdit aux hôteliers et aux habitants de Besançon « de loger en leurs maisons des personnes provenant des lieux suspects de peste ou autres lieux dangereux, sous peine de 10 livres d'amende ». Tout individu, entré clandestinement à Gray, était fustigé à tous les carrefours et chassé sans pitié. Les gardiens s'acquittaient en général consciencieusement de leur tâche. En octobre 1628, un pauvre homme de Bard-les-Pesmes, où régnait la peste, s'était fixé à Brans. Il fut expulsé de ce dernier village parce qu'il pouvait y amener la contagion. Il vint alors gîter avec sa femme dans une pauvre masure abandonnée sur le territoire de Pesmes, mais on les délogea à coups d'arquebuse. Ils furent contraints de retourner vers Brésille. Là encore, d'impitoyables gardes les attendaient ; il faisait froid et nuit ; les malheureux prièrent qu'on leur donnât un peu de pain et du feu ; on leur présenta ce qu'ils demandaient à l'extrémité d'une longue perche. Depuis lors, cet homme ne reparut plus ; la femme seule vint encore la nuit redemander du feu et du pain ; elle n'osa pas toutefois confesser que son mari fût déjà mort, de peur d'être éconduite brutalement par les gardes comme suspecte de contagion. D'autres moururent pareillement de misère et de froid. Ces faits attestent la dureté de cette époque, mais ils ne condamnent pas les mesures de prophylaxie que l'on prescrivait.

A Salins, dans le danger de peste, des mesures spéciales étaient prises. Comme cette ville fournissait de sel toute la province, il importait qu'elle demeurât saine et le Parlement lui adressait des recommandations particulières. Aussi, dès que l'on parlait de peste, même en dehors de la province, Salins avait des gardes à ses portes ; de plus, les villes devaient donner de temps en temps au magistrat des nouvelles de leur santé, de sorte que, lorsqu'un pays était touché, les Salinois l'affichaient à la porte et lui interdisaient l'entrée de leur ville. Un jour (oct. 1632), Dôle fut placardée comme suspecte, à l'insu du Parlement, et des Dôlois furent laissés hors des portes de Salins. Nos gens de la Cour furent un peu surpris de cette affaire ; ils ne comprenaient pas qu'on prît tant de précautions à l'égard du lieu qu'ils habitaient ; car enfin, écrivaient-ils naïvement au magistrat, le 7 octobre 1632, « puisque nous sommes encore séans en ceste ville, vous devriez bien considérer que le mal n'y estoit, Dieu grâce, si grand que vous vous estes imaginé... Nous ne voudrions pas rester en un lieu où le péril serait tel... c'est de la Cour que vous devez recepvoir les ordres de la police et non pas les luy donner, ainsy qu'il semble vous avez voulu faire, etc... » Salins répondit avec une respectueuse fermeté qu'il s'était conformé simplement aux ordres de la Princesse et qu'il continuerait à se préserver avec le plus de soin possible de tous les dangers d'infection.

En outre, les villes importantes avaient reçu pleins pouvoirs pour imposer les mesures nécessaires aux bourgades de leur ressort. Besançon, évidemment, n'attendait pas cette autorisation et les gouverneurs pou-

vaient d'eux-mêmes imposer, comme nous l'avons vu, « aux échevins et habitants de Brégille de ne loger aucune personne venant d'un lieu suspect de peste ». Il n'en était pas ainsi à travers la province et les officiers avaient quelquefois de grandes difficultés pour appliquer leurs mesures. En 1632, la peste régnait avec assez de violence dans les environs de Marnay ; on affichait alors dans chaque village l'ordre à suivre, mais ces conseils, tout de persuasion, n'étaient suivis que flanqués de quelques bons arquebusiers, par les paysans qui ne pensaient qu'à leurs récoltes. Voici l'ordre affiché à Pinles-Magny (1) :

ORDRE DES OFFICIERS DE MARNAY.

Messieurs les habitans, nous regrettons grandement le mal contagieux qui est arrivé en vostre village. Dieu par sa divine bonté vous en veuille délivrer et se contenter attant; cependant, il est nécessaire que vous mettiez bon ordre à ce que ce mal ne s'espanche plus avant car il est à craindre que, puisque l'une de vos fournières en a esté infectée, cela ne l'ayt semée en d'autres; et pour ce, vous ferez bien de barer toutes les maisons qu'elle a fréquentées et de ceulx qui la vont aller voir.

Ne permettez point que les pauvres de vostre village aillent mendier de porte en porte; ainsi qu'ils soient nourrys et entretenus aux frais de vostre communauté, et si vous jugez convenable les séquestrer et mettre à part, vous le pourrez faire.

Vous eslirez avec vos eschevins quatre commis à la santé, lesquels de jour à aultre ne manqueront de visiter tous ceulx de vostre village pour recognoistre s'il y aura quelque malade ; et s'il y en at suspectés de ladicte contagion, qu'eulx

(1) Docteur PERRON.

et ceulx de leur message soient promptement envoyés aux loges et leurs voisins barrés.

Que tous ceulx de vostre lieu se contiennent et ne fréquentent point ça et là, et que ceulx qui seront en santé aux loges ne fréquentent point les pestiférés.

Que les eschevins ayant soin qu'auculne nécessité n'arrive à aulcun de vostre village ny à ceulx qui seront aux loges; ains qu'ils soient subvenus de vivres, drogues, médicaments et aultres choses nécessaires, *à peine, s'il y arrivoit du mal par deffault d'y avoir esté pourveu, d'en respondre et d'estre amendés arbitrairement.*

Que les pestiférés estans aux loges se contiennent aux limites qui leur sont désignées sans les surpasser.

Que ceulx estans en santé se prennent garde que nul préjudice arrive à ceulx estans aux loges, aux fruicts de leurs héritages, ains les conservent *à peine d'en répondre.*

Et si ceulx estans auxdictes loges n'avoient le pouvoir à cause de leur maladie ou aultrement de moissonner les fruicts de leurs héritages, les eschevins et commis à la santé feront moyen de les faire recueillir et héberger en maisons non suspectes de contagion, et recouvrer leurs frais sur lesdicts fruicts.

Qu'ils procurent incontinent d'avoir deux nettoyeurs pour nettoyer les maisons infectées de contagion et n'y laissent aulcun corps mort; ains, si aulcun y en arrive, qu'il en soit aussitost distraict et enterré.

C'est ce que nous vous ordonnons de par la Cour souveraine du Parlement de Dôle, en suytte du pouvoir qu'elle nous at donné par deux mandemens et plusieurs lettres, Messieurs, *à peine, contre chascun contrevenant, de deux cents livres, mesme d'estre châtié au corps selon l'exigence du cas.* Nous avons ordonné estre faictes trois baragues en trois endroicts de vostre territoire, à chascune desquelles seront deux gardes qui seront soubz la charge de maistre Adam Vuillemot, de ce lieu, lesquelles gardes seront fournies, tant de jour que de nuict, par les villages vos voysins, afin de contenir ceulx de vostre lieu et ceulx estans aux loges. Nous vous ordonnons, de par ladicte Cour, d'obeyr aux commandemens que vous fera ledict Vuillemot, caporal, au

subject de ladicte contagion, et l'advertir de ce qui s'en passera, pour en resservir ladicte Cour. Vous offrant au surplus assistance de ce que vous aurez affaire, et ce qui sera à nous possible comme estans

Vos très affectionnés voisins et amis.

Les officiers du marquisat de Marnay.

Marnay, le 29 juillet 1632.

Le ton est, on le voit, assez dur; mais c'était indispensable, l'insubordination des paysans n'étant pas chose rare. Le magistrat de Baume ayant appris qu'un homme était mort subitement dans le hameau de Luxiol, y députa deux chirurgiens pour les visiter, mais les gens du lieu les contraignirent à leur signer une déclaration négative et les chassèrent à coups de pierres. Ils n'observaient aucun ordre de police, n'avaient point de loges et expulsaient hors de leur territoire les malades et les suspects, lesquels vagabondaient ensuite dans la contrée. Il est clair qu'il pouvait arriver là ce qui était arrivé dans une localité voisine, où faute de police, les malades s'étaient rendus les maîtres des fours, moulins et fontaines, ayant obligé les autres à sortir. De plus, une superstition diabolique s'était répandue parmi la population; il fallait, croyait-on, pour se guérir sûrement du mal le communiquer à quelque autre.

Parmi les mesures de prévention, il faut encore noter la suppression des grandes solennités religieuses ou autres qui amenaient, à époque fixe, un grand concours de peuple et qui pouvaient constituer un danger de transport de contagion. L'ostension du Saint-Suaire de Besançon, qui certaines années, attire jusqu'à 30.000

fidèles, est suspendue par un édit (1). Les réjouissances publiques sont interdites, telles le mystère de « l'Homme Pescheur », interdit à Besançon en 1533 (2), et les grandes foires de l'Ascension et de la Saint-Martin. Les habitants sont mis en garde contre l'imprudence qu'ils pourraient commettre de se rendre dans les localités contaminées. Il est défendu aux citoyens de Besançon, par exemple, d'aller à Gy, où régnait une dangereuse épidémie ; aux citoyens de Gray d'aller à Dijon, Lyon, Montbéliard, tant que sévit la peste et jusqu'à nouvel avis, « à peine de ne rantrer ». En outre, les écoles qui commençaient à se développer sont licenciées tantôt en totalité, tantôt jusqu'à concurrence de six élèves. Les bains publics, appelés « estuves », au nombre de deux à Besançon, estuves du Cygne et de la Teste Noire, reçoivent l'ordre de fermer leurs portes.

Les pauvres et les mendiants, si nombreux, avaient pour habitude d'errer de localité en localité. Au moment du danger, on ne laisse pénétrer aucun pauvre étranger, et ceux qui sont venus dans la cité depuis deux ans, qui n'ont pas obtenu la permission de résidence ou n'ont pas prêté serment de citoyen, sont expulsés dans les huit jours, « leur présence augmentant les dangers de peste ». Quant à ceux de la cité de Besançon, on les conduit à l'hôpital de Velotte ou au Saint-Esprit. Dans la suite, on les assiste à leur domicile à l'aide de distributions régulières de vivres ou d'argent, moyennant quoi la mendicité est interdite, sous peine d'expulsion. Ces subventions sont prises sur les recettes de quêtes

(1) Arch. Com., Reg. BB. 15, F^o 490.

(2) Arch. Com., Reg. BB. 16, F^o 69.

faites dans chaque bannière ; quelquefois les habitants « montrent du mauvais vouloir et ne donnent presque rien ; on les avertira et on les taxera ». Mais la pitié des gouverneurs n'est pas toujours si généreuse et lors des grandes épidémies, « Messieurs, préférant la santé publique à la tendresse et commisération qu'ils ont envers les misérables, décident de faire une expulsion générale des pauvres qui seront chassés par la porte Taillée et la porte Notre-Dame après voir reçu une livre et demie de pain par tête ».

II

Si ces mesures préventives ont été inefficaces, un cas de peste s'étant déclaré dans la ville, voici ce qu'on faisait à Besançon, comme d'ailleurs dans la plupart des cités importantes de la province : Dôle, Salins, Gray, Vesoul, Poligny, Lons-le-Saunier, d'après une célèbre police publiée le 2 juillet 1568 (1).

La rumeur publique s'est émue dans le voisinage et les échevins du quartier se sont empressés de porter le fait à la connaissance des gouverneurs. Ceux-ci s'assemblent alors en séance extraordinaire et délibèrent sur les nouvelles mesures à prendre. Ils promulguent une « *police pour peste* » qui contient toutes les prescriptions nécessaires et procèdent en même temps à la constitution du service public auquel on transmettra les pouvoirs pour assurer la stricte observation de la police, tandis que les crieurs publics annoncent le

(1) Arch. Com., Reg. BB. 31, F^o 293 et Mém. et Doc. inéd., T. VII,

« *danger de peste* » et que d'imposantes manifestations de piété sont demandées au clergé.

Le service de la peste comprend un certain nombre de fonctionnaires et d'employés exclusivement affectés aux soins à donner aux pestiférés. Leurs fonctions commencent avec l'épidémie et finissent avec elle. En dehors de cette circonstance, ils sont « cassés de leurs gages » et rendus à la vie privée.

A la tête du service est placé un « *contrôleur ou superintendant de peste* », choisi généralement parmi les notables. Son principal devoir est de veiller à l'application rigoureuse des règlements et « considérant la grandeur et importance de sa charge, laquelle respecte tout le corps de ladiete cité, debvra estre d'autant plus vigilant et curieux en l'exécution d'icelle, que sera en préalable de s'informer et de s'enquérir par tous bons moyens et le plus discrettement qu'il pourra des malades qui seront en ladiete cité de quelque maladie que ce soit, affin de pourveoir chascung selon qu'il sera besoing ». Il fait donc une enquête sur les malades de la ville et prend toutes les mesures nécessaires pour empêcher la dissémination du fléau ; il surveille la circulation des pestiférés et des citoyens indemnes, de ses « commis et commises » ; il préside à l'organisation de l'hôpital, des « cabordes » ou loges du dehors, tient la statistique des malades et des décès, des « reschappez » même, et rend compte « pour chascung jour à mesdictz sieurs les gouverneurs de ce qu'il sera survenu tant en la cité comme aux champs, en mort, malade ou frappez de ladiete maladie, pour donner ordre où il sera de besoing et communiquera souvent aux sieurs gouverneurs

des bannières de ce qu'il sera survenu en leurs quartiers ». Il a « l'entrée au conseil toutes les fois qu'il lui plaira, à condition de prêter serment de ne rien révéler de ce qu'il y verra ou entendra ».

Jusqu'au milieu du XVI^e siècle, les fonctions de contrôleur furent ajoutées à celles de receveur du bien des pauvres. L'assistance publique était alors représentée par un service municipal, à la tête duquel était placé ce fonctionnaire, et dont le budget était alimenté par les dons des personnes charitables ou par le produit de quêtes faites au domicile des citoyens. C'est ainsi qu'Hugues Henry, receveur du bien des pauvres, se distingua pendant les épidémies de 1541 et 1542. Dans la suite (1543), la charge de contrôleur étant devenue plus lourde, on désigne à chaque nouvelle épidémie un titulaire spécial de l'emploi. Le premier contrôleur de peste fut Nicolas Boncompain, promu à sa charge en 1543. Le 4 septembre, il déclare servir « plus pour l'honneur de Dieu que pour gages » et ne demande que la nourriture pour lui et une vieille femme, soit 7 francs 1/2 par mois à partir du 1^{er} septembre. Ce fonctionnaire s'acquitta de sa tâche à la satisfaction de tous, et lorsqu'il demande, le danger de peste étant écarté, d'être libéré, les gouverneurs le remercient et lui font remise à perpétuité de la somme dont il est débiteur envers la cité, ainsi que des intérêts de cette somme, en raison des services qu'il a rendus durant la peste. La dette était de 462 francs, 2 gros, 4 engrognes. Et, l'année suivante, il mourut à son poste, victime de la maladie. « Il estoit homme de bien, bon catholique et grand amateur des pauvres. Dieu ayt son âme. Amen. » Telle est l'oraison

funèbre que l'on peut lire dans les Archives, à la date du 26 août 1544. Quelques semaines plus tard, en considération de ses services, on faisait don à ses héritiers du cheval que lui avait fourni la cité pour lui permettre de « plus diligemment subvenir aux pauvres malades ». Parmi ses successeurs, signalons Claude Vaillant, nommé en 1546, et Hugues Henry (1551) qui avait eu déjà la direction des affaires de peste quelques années auparavant au titre de receveur du bien des pauvres.

Aux soins médicaux nécessaires aux pestiférés sont préposés un ou plusieurs « *barbiers ou chirurgiens de peste* ». Il existe bien dans la cité des docteurs en médecine, ayant conquis leurs diplômes dans les grandes Universités, mais c'est à titre exceptionnel qu'ils se dévouent aux victimes de l'épidémie. Les pestiférés sont le plus souvent couverts de plaies suppurantes, de charbons à cautériser, d'abcès à ouvrir et le traitement de ces diverses lésions ressortit plutôt à l'art chirurgical. Jusqu'à une époque assez rapprochée de nous, la chirurgie fut l'apanage de la corporation des barbiers. Trois années d'apprentissage sous la direction d'un maître, mettaient le jeune disciple à même de manier également bien le rasoir et le bistouri.

C'est donc à la corporation des barbiers que les gouverneurs s'adressent pour désigner celui d'entre eux qui sera promu aux fonctions de « barbier de peste ». Cet officier est chargé de visiter les malades de la cité « frappés de pestilence, lesquels il sera tenu de visiter personnellement même que ce sont gens d'estat. S'ilz sont plébéiens, ne sera tenu de lez visiter personnellement ; ains seulement sera tenu de leur bailler remède

salutaire selon l'art de cirreurgie. Desquelz patiens et malade sera contenté selon la faculté d'iceulx ». Sa rétribution variait de 6 à 10 francs par mois, de 40 à 50 francs par an. Il pouvait prendre salaire, après guérison de ceux qui pouvaient le payer, mais il lui était défendu de se faire faire des promesses par avancée et de recevoir aucun legs. Beaucoup sont morts à la tâche. Il arrive rarement cependant que la médiocrité des honoraires ou la peur du danger détournent de leurs devoirs les barbiers de la cité et que leur corporation refuse de désigner un de ses membres pour le service de la peste. Si, par hasard, ils se récusent, ils sont condamnés solidairement à cinquante livres d'amende ; la municipalité fait alors appel à des praticiens du dehors, auxquels on accorde le droit de se fixer à Besançon et un « hommage » pécuniaire pour frais de voyage. Ces dépenses sont portées à la charge de la corporation des barbiers, et elles sont quelquefois lourdes : en juillet 1576, les chirurgiens de Besançon ayant refusé de nommer l'un d'entre eux, on dut accepter un chirurgien de Rochefort qui demanda « 100 écus d'entragé et 50 francs de gages par mois » (1).

Le « *prêtre de peste* » vient apporter aux malades les consolations de la religion et aux moribonds les derniers sacrements. Il se rend auprès des uns et des autres sur la réquisition du superintendant et ne s'occupe exclusivement que des pestiférés. Il lui est formellement interdit de consacrer son ministère aux personnes de la cité non malades de la peste, comme il est défendu, sous peine de bannissement, aux autres prêtres de la ville de

(1) *Arch. Com.*, Reg. BB. 36, F° 33.

donner leurs secours aux pestiférés. L'on craint tellement que le prêtre de peste transporte la contagion, qu'il est rigoureusement ordonné au superintendant de s'assurer par lui-même du diagnostic de la maladie avant de l'envoyer auprès du mourant. Antérieurement à 1544, le prêtre de peste est désigné par le Chapitre de Besançon, sur une demande adressée à l'archevêque par la municipalité. Après cette date, ce sont les vicaires des paroisses qui doivent procéder à l'élection de l'un d'entre eux pour être affecté à ce service spécial. Comme avantages matériels, il reçoit des honoraires variant de 5 à 10 francs par mois qui lui sont versés par les vicaires des paroisses et par la municipalité. Un logement dans des bâtiments municipaux, le plus souvent dans un bastion des fortifications, lui est en outre imposé, comme d'ailleurs aux autres « *officiers de peste* ».

Un nombreux personnel était encore mis à la disposition du superintendant : « *commis et commises, enterreurs et sergents* ». Les commis sont des gens quelconques recrutés parmi les artisans ou les hommes de peine ; ils entourent les pestiférés des soins nécessaires, nettoient les maisons contaminées, d'où le nom qu'on leur donnait encore de « *nettoyeurs* », et secondent médecins et barbiers. Les enterreurs, nommés pour la durée de l'épidémie, procèdent aux inhumations ; quant aux sergents de peste, ce sont de simples agents de police chargés de veiller à la bonne exécution des règlements et des prescriptions ordonnés par les officiers de peste. Ces modestes fonctionnaires sont généralement choisis parmi les volontaires qui se présentent à chaque épidémie ; ils font cependant défaut à certains moments et

on est obligé d'en faire venir de l'extérieur ; dans ce cas, ce sont souvent des gens de moralité douteuse, des vagabonds, qui profiteront alors de leurs fonctions pour mettre à exécution leurs desseins criminels. Ils recevaient une rétribution variant entre 2 et 6 gros par jour ou 3 francs par mois. Un logement spécial existe pour eux aussi dans les bâtiments municipaux.

Il est intéressant maintenant de voir ce service de peste à l'œuvre : Au premier cas, le **superintendant** se transporte au domicile du malade et reconnaît la **nature** de la maladie. S'il s'agit de peste, il fait « *barrer* » la maison et recherche tous ceux qui ont fréquenté, « *hanté*, disait-on », celle-ci, pour barrer également les leurs. Il défend à tout le monde de sortir et d'approcher qui que ce soit ; « quant à la maison infecte, il donnera ordre selon le nombre des personnes y estans pour les escarter et eopper le chemin à la maladie, et mesme, quant aux jeunes gens, de les envoyer et faire conduire hors de la cité en cabordes qui pour ce seront dressées. Mais avant qu'ils sortent, ledict **superintendant** **debvra** **sçavoir** les lieux et places où l'on **debvra** les conduire et mettre ordre qu'ils ne soient logez sur ou proche des grands chemins et lieux exposez à la venue des passans, mesmement des étrangers ».

Pour réaliser cet isolement, un **hôpital spécial** était préparé au début de l'épidémie. Jusqu'en 1525, c'est une maison à Velotte. Mis en location en temps ordinaire, l'immeuble était nettoyé et approprié aux besoins **spéciaux**. Cet **hôpital** menaçant ruine, le conseil des **gouverneurs** décida d'en édifier un autre plus rapproché. L'hospice ne put être construit qu'avec peine au bas de

la colline de Chaudanne; pendant tout le xvi^e siècle, il n'est question que de la construction en cours de cet hôpital de Chaudanne; mais, comme aujourd'hui, les crédits manquaient, et l'on était obligé d'avoir recours à la générosité des citoyens, laquelle était assez large en temps de peste, mais devenait tout à fait restreinte lorsque le danger était passé. Donc, on dut se servir souvent des vieux bâtiments de Velotte; encore, ceux-ci étaient-ils tout à fait insuffisants lorsque l'épidémie battait son plein. La ville avait alors coutume, à toute menace, de faire venir des provisions de bois de la montagne, et lorsque les circonstances l'imposaient, on bâtissait en dehors de la ville des « *cabordes* », ou *loges*, en planches, dans lesquelles on isolait les malades pauvres, les plus fortunés ayant d'ordinaire l'autorisation de se retirer dans leurs maisons de campagne. D'ailleurs, cette pratique qui consistait à isoler les pestiférés tomba en désuétude: les magistrats avaient reconnu le risque du transport à distance des malades et ils se bornèrent à les enfermer dans leurs demeures avec ordre de n'en point sortir sous peine de mort.

Devant les maisons suspectes, on place un signal: une lanterne de papier et un feu de genévrier. On regarde si les maisons voisines sont « bien closes de murailles et de compétente haulteur » et leurs habitants sont avertis de ne pas communiquer avec les malades et de surveiller les commis et les commises dans leurs allées et venues. Si elles ne sont pas « bien closes », elles sont barrées immédiatement.

Puis le superintendant prévient le barbier qui examine le malade et entreprend le traitement, prescrit « les

électuaires et conserves » usitées en pareils cas. Les commis et les commises nettoient la maison, éventent la literie et les vêtements du malade, brûlent des aromates et des parfums. Cet usage d'incinérer des résines ou des plantes aromatiques était très ancien et très répandu. On croyait que les vapeurs et les fumées âcres dégagées par la combustion de ces produits possédaient une grande efficacité contre les « miasmes » auxquels on attribuait la contagion. Dans les dernières épidémies, on adjoignit toujours aux officiers de peste un ou plusieurs fonctionnaires chargés de brûler ces parfums et qui pour cette raison reçurent le nom de *parfumeurs*, *airieurs*, *désinfecteurs* ou encore *bosserands*. Certains d'entre eux acquirent une réelle célébrité; leur renommée se propageait de ville en ville et on cherchait à les attirer au détriment de la cité voisine. Ils prétendaient en général être détenteurs de quelque secret et procédaient en grand mystère à leurs fumigations. Leur succès, on le comprend facilement, ne durait cependant qu'un moment.

Enfin, on livrait la maison désinfectée aux « *essayeurs* »; c'étaient des individus salariés qui consentaient à l'habiter pendant quelques jours. S'ils étaient encore en excellente santé à la fin de cette épreuve, on considérait la maison comme saine et la barre en était levée. On s'en servait même quelquefois pour vérifier le diagnostic et on les enfermait dans la maison avant toute désinfection; mais il n'était pas rare, et c'est ce qui explique ce beau zèle, de constater quelque larcin après leur départ!

Un décès survient-il? Les « *enterreurs* » emportent le

cadavre sur un brancard ou une voiture à bras dont les roues ne sont pas ferrées pour éviter le bruit et le conduisent au cimetière réservé aux pestiférés. Ils cheminent nuitamment par un itinéraire fixe, et silencieusement. « Les fosses seront faictes de compétente profondeur, et avec lesdictz corps seront enterrez les habits, linges, couvertes, et aultres semblables meubles que l'on aura manyé à l'entour du deffunct esquelx l'infection se peut longuement retenir. Et seront lesdictes fosses bien remplies et couvertes par lesdictz enterreurs; et es fosses qu'ils feront au cimitière de Saint Jacques, ils y mettront de la chaulx. »

Quant aux malades des cabordes, ils ont à chaque porte de la ville et selon le quartier, « une place commode » pour demander et recevoir ce dont ils ont besoin. S'ils sont pauvres et nécessiteux, le superintendant leur fait administrer par ses commis du pain, des aliments et des remèdes, aux frais de la cité. Le prêtre et le barbier vont « les consoler, secourir et traicter le plus diligemment et charitablement qu'il sera possible ». En revanche, les malades doivent « se tenir en leurs cabordes ou alentour d'icelles, sans divaguer ou hanter en héritage d'aultruy, à peine de ne jamais rentrer en ladicte cité », et porter une baguette blanche dans leurs mains « pour estre recogneux et évitez du peuple ».

Le Docteur Guillaume donne une vivante description des loges de Vesoul, laquelle n'est peut-être pas si éloignée de la vérité qu'on pourrait le croire: « A la lisière sud-ouest du bois, voici une agglomération de cabanes peuplées de moribonds; ce sont les loges des

pestiférés, maisons construites en planches et simplement recouvertes de paille ou de jones, véritables huttes basses, humides, froides et malsaines. A l'intérieur et autour d'elles, les déjections des malades, les chiffons qui ont abrité les ulcères, des cadavres peut-être, souillent le sol. Pas d'autres visiteurs que le prêtre chargé d'administrer les derniers sacrements; le médecin qui fait une visite hâtive; les préposés de la ville qui déposent à distance les vivres et les remèdes des séquestrés et exercent en même temps une surveillance sévère; les enterreurs qui enlèvent les morts, de rares infirmiers mercenaires, ou la domestique d'un malade isolée avec lui, parfois un notaire qui rédige, en plein air et autant que possible à bon vent, un testament écourté, pour lequel il n'a trouvé qu'à grand-peine un nombre suffisant de témoins. » (1).

Si la maladie a évolué vers la guérison, les pestiférés devront demeurer « enserrez et clos » pendant quarante jours à compter de leur guérison complète. S'ils sont aux loges, ils ne peuvent rentrer qu'avec une autorisation signée des gouverneurs et délivrée sur attestation du superintendant.

Car dans la ville, la police est très sévère. Les habitants sont tenus de nettoyer les rues qu'ils habitent; ils recueillent les immondices pour les jeter à la rivière et font disparaître les fumiers qui trop souvent s'étaient devant les maisons. Un fonctionnaire spécial, le *tue-chiens*, est engagé pour débarrasser les chiens errants à raison de 2 liards chaque à l'exception des chiens des gentilshommes. Il est interdit de vendre des

(1) Le passé pestilentiel de Vesoul.

habits, linges, draps, tant que durera la peste, et les commis sont particulièrement surveillés à ce point de vue. Ils doivent les désinfecter ou les brûler, cette mesure s'appliquant non seulement à ces sortes d'objets, mais encore à tous ceux qui ont servi aux pestiférés, comme le montre l'histoire des héritiers du chanoine Morel (1). Ils demandèrent la permission de faire extraire de sa maison, afin de le mettre hors des mains des gardes, « ung coffre ou buffet pour le transporter jusques à la porte devant ladicte maison pour icelluy ouvrir et tirer l'or et l'argent qui pourroit estre ». L'autorisation ne leur est accordée qu'à condition de mettre cet or et cet argent « en une soille que sera emplie de vin aigre pour après le transporter en une aultre soille pleine d'eau ».

Défense est faite aux pestiférés de sortir de leurs maisons, sinon aux heures établies, c'est-à-dire de dix heures du soir à trois heures du matin « et pour cause nécessaire seulement » ; il leur est interdit de fréquenter les fontaines publiques soit pour y prendre de l'eau, soit pour y laver du linge. En conséquence, on leur portera de l'eau devant leurs demeures et on leur assignera en un lieu peu fréquenté de la rivière des lavoirs spéciaux, à raison d'un par quartier.

Ces précautions d'isolement pendant et après l'épidémie sont imposées au personnel du service de la peste. Ils doivent sortir de l'hôpital munis d'une autorisation du superintendant, même pour l'exercice de leurs fonctions, et dans la rue, éviter le contact des habitants non malades. Ils marcheront au milieu de la chaussée,

(1) Arch. Com., Reg. BB. 16, F° 72.

tenant à la main une baguette blanche, la nuit une lanterne « affin que les allans et venans puissent serrer et leur faire place ». Quant aux fonctionnaires qui seraient atteints de peste, ils tombent sous la loi commune et sont soumis aux mêmes mesures que les autres habitants. D'ailleurs, qu'ils aient été malades ou non, l'épidémie terminée, tous, depuis le superintendant jusqu'aux enterreurs, sont tenus à une quarantaine sévère.

L'application des règlements fut faite avec un certaine rigueur et, lorsque le danger était grand, la surveillance était assurée non seulement par les sergents, mais encore par les habitants qui d'eux-mêmes dénonçaient les coupables. La moindre infraction était punie d'une amende ou d'un châtiment corporel; la peine de mort était fréquemment appliquée. Tous ceux qui refusaient d'obéir aux ordres du superintendant étaient impitoyablement chassés hors de la ville; un individu qui, quoique séquestré comme suspect de peste, s'était livré au commerce, se voit infliger une amende de 300 livres; un vigneron qui est allé chercher du pain et du vin auprès de sa femme employée au nettoyage d'une maison où des cas de peste s'étaient produits, est condamné, lui et son épouse, « à être attaché à la potence dressée sur la place Saint-Quentin: l'homme sera frappé de vingt coups et la femme de trente coups de verges, puis ils seront conduits à l'hôpital »; un autre vigneron, Jean Noirotte, pour avoir contrevenu aux édits de peste, est condamné « à être arquebusé jusqu'à la mort à Chamars » et l'exécution sera annoncée à son de trompette dans la ville. Un capucin, qui avait entendu en confession une personne suspecte de contagion est arraché de son couvent et conduit hors des murs.

D'ailleurs, les autorités ne donnaient pas toujours elles-mêmes l'exemple du devoir. Plusieurs fois les gouverneurs de Besançon, imitant en cela beaucoup de « mayeurs et eschevins » des villes comtoises, abandonnèrent leur poste et laissèrent l'administration de la cité aux mains des plus courageux d'entre eux. Ces derniers étaient quelquefois en si petit nombre qu'ils étaient obligés de s'adjoindre des citoyens choisis parmi « les plus apparents » afin de pouvoir délibérer. Les médecins quittaient les premiers la ville lors de l'apparition de la peste, alors même qu'ils avaient promis de la servir en cette triste circonstance, tels les docteurs Jean Casenat et Jean Plainfois qui sont frappés d'un blâme par le conseil et dont les privilèges sont immédiatement supprimés (1544). A chaque instant, des fonctionnaires du service de la peste sont arrêtés et emprisonnés. Tels ces deux enterreurs et cette enterreuse qui semaient des linges souillés dans l'espoir de répandre la maladie; le prêtre de peste était leur complice: après jugement, ils sont brûlés vifs en place de Chamars. Tels encore ces enterreurs qui dépouillaient les morts; ils sont « arquebusés jusqu'à ce que la mort s'ensuive ». Et barbiers et enterreurs, lorsqu'ils étaient innocents de tels crimes, cherchaient souvent à se dérober à leur tâche.

Mais, en revanche, combien de ces modestes employés sont morts victimes de leur dévouement; au cours de certaines épidémies, le conseil de la ville devait avoir à peu près l'unique préoccupation de combler les vides qui se produisaient sans cesse dans leurs rangs. L'histoire ne compte pas le nombre de barbiers, de net-

logeurs, d'enterreurs, de commis de toutes sortes qui ont ainsi disparu; elle conserve seulement les noms des médecins, des intendants de peste et des gouverneurs qui ont noblement rempli leur devoir.

Bref, si parfois la médiocrité des résultats obtenus par ces diverses mesures, due sans doute à l'incertitude des méthodes mises en œuvre, a pu permettre d'adresser aux anciens un déni de l'hygiène, on conviendra qu'elle ne le légitime pas. S'il est possible de relever dans la pratique des erreurs et des succès, ces réglemens n'en décelent pas moins dans leur principe même un vif souci de la santé publique.

CHAPITRE IV

Traitement

Lorsqu'on parcourt les traités des médecins du temps, on est frappé du nombre de formules employées, de leur complication malgré la simplicité de l'effet recherché : pousser le vice humoral à la peau et aux émonctoires, provoquer des sueurs, former des escarres, faire apparaître des bubons. Quel nombre considérable d'épithèmes, d'apozèmes, d'électuaires et d'emplâtres l'on retrouve ! Et la vogue ajoutait encore à ces remèdes curatifs mille préservatifs auxquels il semble bien que les médecins ajoutaient foi.

I

Pour eux, le préservatif le plus assuré est contenu dans ces trois mots : *longe, cito, tarde*. Malheureusement, disent-ils, « il est bien difficile de quitter sa chère patrie, d'abandonner ses commodités et se priver de la conversation de ses amis. Outre que bien souvent, on tombe de la poêle au feu, de Sylla en Charybde ; et

les lieux champêtres, qui semblent séquestrés de toute communication, ne se peuvent toujours si diligemment garder, ni être fournis de choses nécessaires, que l'on ny aie besoin d'être secouru par les voisins. Les charges aussi et les professions nous obligent à l'exercice d'icelles. »

Aussi, pour se préserver des miasmes pestilentiels, conseillent-ils de faire brûler dans les rues et dans les maisons du bois de genévrier ou de laurier. Le premier est particulièrement conseillé puisqu'il « croît copieusement par les forêts de sapins, lesquels verdoyent continuellement nos montagnes ». Ces feux doivent être allumés deux fois par jour, le matin et le soir, dans toutes les pièces de l'habitation, non sans les avoir au préalable arrosées de vin et de vinaigre et débarrassées de toute toile d'araignée.

Les remèdes préservatifs proprement dits varient avec chaque tempérament, mais pour la plupart d'entre eux, on place au premier rang la saignée. Le manuel opératoire en est minutieusement détaillé. Elle se fera d'ordinaire à la veine basilique du bras droit. « Toutesfois, si quelque évacuation de sang accoustumée, et comme naturelle, estoit supprimée, je conseille qu'on le procure, comme en quelques hommes les haimorroïdes et ès femmes leurs purges ordinaires, et en ce cas, il faudroit ouvrir les veines inférieures des pieds que l'on dit saphènes, ou appliquer des sangsues au siège ». Le meilleur moment pour l'opération est le matin de 7 à 8 h. « au croissant de la lune après avoir prins un peu de pain et de vin, si la personne appréhende la saignée, ou mesme sans user de cette précaution; si elle

y est façonnée ». La quantité de sang à retirer est laissée à la « prudence du médecin » ; cependant elle ne peut être inférieure à 8 ou 10 onces.

En outre, si l'on se trouve au commencement du printemps, une légère purgation est indispensable, surtout lorsque l'appétit est languissant, le sommeil troublé, la bouche amère ou les évacuations naturelles arrêtées. La meilleure potion purgative est faite ainsi qu'il suit. « On prend deux trézeaux de bonne rhubarbe, un scrupule de santal citrin et on les met infuser dans une autre infusion de roses récente, si la saison le permet, sinon dans une décoction de laitues nouvelles, d'endives, de chicorée et d'oseille. Après expression, on dissout deux onces et demie de sirop rosat ou de chicorée composé. » « Ces mesmes sirops suffisent quelquefois és complexions délicates puisqu'ils tiennent et évacuent doucement les sérositez bilieuses. »

Dans le temps qui suivra, il faut user de remèdes « tant extérieurs qu'intérieurs pour se munir contre les assaux de la qualité pestilente ». Les premiers doivent être continuellement portés avec soi, pendus au cou, posés à l'endroit du cœur ou tenus à la main. Dorennet conseille de mettre dans le coin de son mouchoir un morceau d'écorce de citron, d'orange, de canelle et des clous de girofle concassés. « Quelques ignorans ou charlatans conseillent de porter au col du mercure resserré en un tuyau de plume bouché des deux costez ; c'est une pure imposture. Car s'il est dissout ou meslangé, l'on expérimente quels violens effects il produit, soit és pilules mercuriales données aux vérolez, soit en l'onction que l'on donne en la mesme maladie, avec

flux violens tant par le haut que par le bas, ulcères du gosier, de la langue, des gingives et du palais, douleurs des intestins, outre les cardialgies et défaillances qui tesmoignent ce médicament ne contenir en soy aucune qualité sympathique avec le cœur et les humeurs ». Dorennet, on le voit, connaissait parfaitement l'intoxication mercurielle; il critique de même l'emploi de l'arsenic et conclut « Que si l'un et l'autre est un poison et comme tel est contraire à nostre vie, comment la peut-il conserver? »

Par contre, il est partisan de la thériaque qui est réputée comme un antidote souverain. Peu importe qu'elle soit de Venise, de Lyon ou de Dôle, car son action ne dépend pas de la ville où elle a été composée ni du climat, mais de la qualité des ingrédients qui la composent « lesquels reconneuz vrayz et légitimes, non pourris, corrompus ou cariez et ayans les marques que leur donnent les auteurs approuvez; si le maistre apothicaire qui les expose est fidel au poids et pratique au mélange, il ne faut faire aucun doute, que telle composition ne soit parfaitement bonne, sans qu'il soit besoin pour l'autoriser de l'appeler Vénétienne, Romaine, Lyonnoise ou Dôlanoise. » Telle est la meilleure médication interne pour se préserver de la peste; on se servira de préférence d'une thériaque d'un an ou de deux ans, et on en prendra gros comme une fève trois fois par semaine avant de sortir de chez soi.

Mais toutes ces précautions seront inutiles si l'on ne suit pas un bon régime. Il faut donc se nourrir « médiocrement et de peu de viandes », éviter les gros vins noirs, les vins blancs « puissants et généreux »,

car en cette circonstance l'ivrognerie est particulièrement dangereuse. « Le vin prins modérément resjouit les esprits et est un très bon remède pour conserver la santé; mais au contraire le mesme prins outre mesure estouffe quelquefois la chaleur naturelle et apporte une mort soudaine. » La sobriété doit être observée particulièrement au repas du soir. Si l'on use de viandes, elles seront rôties, mais il est préférable de se contenter de fruits crus ou cuits, d'herbages, de légumes, de laitages ou de poissons. L'exercice est jugé très nécessaire, « *voires usque ad sudorem*, moyennant quoi ce soit à jeun le matin et le soir avant le dîner et le souper et que l'on ne s'y laisse porter jusques à une lassitude remarquable. » Les soucis de toutes sortes, les longues études, les tristesses et les passions seront évitées.

Quelques erreurs mises à part, les hygiénistes modernes ne tiennent pas un autre langage, et Dorennet termine ses conseils par cette réflexion judicieuse : « J'ai toujours creu que le viel adage *medice vivere est misere vivere* est fait pour ceux qui sont si punctuels en leur façon de vivre, qu'ils n'oseroient faire auculne chose sans l'advis d'un médecin. Le bon médecin n'approuvera jamais cette façon de faire, mais au contraire taschera de lever cette craincte et perplexité d'esprit à celuy qui le consulte. »

II

Les remèdes que l'on administrait à un malade atteint de peste ne différaient guère de ceux qu'il lui était conseillé de prendre comme préservatifs. On lui donne encore deux trézeaux ou deux scrupules de bonne théria-

que ou l'un de ces nombreux éluctuares que les apothicaires avaient l'art de composer. En voici un spécimen curieux, inscrit en latin sur le dernier feuillet d'un vieux missel conservé à la bibliothèque de Besançon ⁽¹⁾ datant de la fin du xv^e ou du commencement du xvi^e siècle:

Contra pestem ad conservandum

(Prenez)

<i>Boli aromati</i>	}	ââ 1/2 once.
<i>Terræ sagillatæ</i>		
<i>Lotæ</i>		
<i>Aquæ buglossæ</i>		
<i>Aquæ melissæ</i>		
<i>Aquæ acetosæ</i>		
<i>Aquæ rosarum</i>	}	3 onces.
<i>Radicis tormentillæ</i>		
<i>Croci</i>	}	ââ 1 once.
<i>Myrrhæ</i>		
<i>Santalli albi et rubri</i>		
<i>Citri acetosæ</i>	}	ââ 1/2 gros.
<i>Gallage</i>		
<i>Cynnamoni</i>	}	ââ 1 gros 1/2.
<i>Gariossæ</i>		
<i>Diptamæ</i>		
<i>Gentianæ</i>	}	ââ 2 gros.
<i>Aristolochiæ rotundæ</i>		
<i>Pimpinella</i>		
<i>Baccarum lauri</i>	}	2 gros 1/2.
<i>Zucari albi</i>		
		2 livres.

(1) *Manuscrit n° 58.*

...Qui dissolvatur cum 1 once tyriacæ et aquis supra scriptis, et fiat electuarium per bolos, et ponatur in massa-pano.

La saignée est diversement appréciée par les auteurs; les uns la conseillent; d'autres la condamnent formellement. D'ailleurs, tout ce qui précède n'est que thérapeutique d'attente, car depuis le début de la maladie on ne cesse de surveiller l'apparition des bubons et des charbons qui nécessitera aussitôt une médication énergique.

Elle comporte une saignée à « la veyne de malléole intérieure » si le bubon vient à l'aîne, à la basilique s'il vient à l'aisselle, et du même côté. Sur les charbons, on place des ventouses scarifiées, des ventouses simples sur les autres parties du corps. Et l'on renouvelle les unes et les autres jusqu'à ce que le malade en ait un soulagement réel.

Puis il s'agit d'amener le bubon à maturation. Pour ce faire, on y applique de nombreux cataplasmes ou emplâtres dès qu'il commence à apparaître. On se gardera d'employer les vésicatoires : il vaudrait mieux se servir de ventouses, scarifiées au besoin.

Le bubon est-il mûr? On s'en assure en recherchant « la mollesse ondoiyante sous les doigts, ou quelque blancheur apparente en quelque endroict », et en constatant la diminution des symptômes généraux. Alors, « il faut penser d'ouvrir ladicte bosse et tumeur le plus promptement, doucement et asseurement qu'il est possible ». L'incision se fera de deux façons, soit avec le cautère, soit avec le bistouri. L'instrument importe peu d'ailleurs, mais il est certain que l'incision faite par le coup de lancette est plus facile, plus prompte,

« on la pousse autant que l'on veut et l'on faict l'ouverture quant à sa volonté ». De plus, il faut choisir l'endroit le plus bas possible, à condition toutefois que l'abcès y soit fluctuant; sinon il faut y renoncer. « Il faut avoir esgard, ajoute Dorenet, au lieu où est ladite tumeur: s'il est nerveux, comme à l'endroit des jointures, si parsemez de beaucoup de veines et d'artères et proche des grands vaisseaux, comme les aisnes, souz les bras et à l'entour du col, et de prendre garde de ne percer aucuns de ces vaisseaux, ou piquer la substance nerveuse, mais les éviter entièrement, pour le danger de causer hémorragie en l'une et convulsion en l'autre. » Pour cela, « on commence dès le plus bas du lieu que l'on sent propre à percer, et y ayant mis la lancette, autant avant que l'on juge pouvoir arriver à la matière purulente, la faut doucement eslever jusques au lieu où l'on veut terminer ladite ouverture, laquelle faicte, l'on permettra que la matière sorte en telle quantité que le malade le puisse aysément supporter et lors ayant meslé de l'onguent avec un peu de thériaque, on y applique un cataplasme, jusques à tant que toute ordure et matière purulente soit entièrement purgée, bien modifiée et nettoyée. »

Restent les charbons. On conseille de ne pas attendre qu'ils viennent à une véritable suppuration, mais plutôt d'y appliquer des sangsues ou de faire des scarifications. Les personnes « qui n'ont moyen d'estre servys de chirurgiens » appliqueront un cataplasme avec des aux broyés et un peu de poivre.

On le voit, si le traitement médical laisse encore à désirer, par contre le traitement chirurgical est arrivé

à un certain degré de précision. Et, en relisant les vieux auteurs, l'on pense, malgré soi, à la remarque bien connue de La Bruyère: « Tout est dit et l'on vient trop tard... » Pourtant, modestement, ils concluaient: « Je finiray où j'ay commencé, et diray que le plus souverain remède en ce mal, comme en tous autres, est d'avoir favorable ce grand et souverain Médecin entre les mains duquel est la vie et la mort. Il a des antidotes et secrets admirables, auxquels il faut dès le commencement recourir, le prier, se confier entièrement en luy, et croire que comme il a le pouvoir, aussy il a le vouloir, parce qu'il ayme l'homme parfaitement, de luy donner ce qu'il connoit luy estre nécessaire. Il faut aussy employer ceste grande Princesse du ciel et de la terre, ceste consolatrice des affligez, ceste sacrée Vierge tant accréditée auprès de ce souverain Médecin, et les bienheureux, l'aide desquels nos devanciers ont si souvent expérimentez en telles nécessitez. Sans ces aydes célestes, tous autres remèdes sont inutiles, et toute la science des hommes n'est capable de nous garantir. Et pour ce, je consacre à l'autel de ce vray Apollon, de ce souverain Esculape, ces lignes, ces conseils, ces remèdes, qui bénis de sa main, donneront le soulagement que je me suis proposé à ceux qui s'en daigneront servir. » Nous allons voir que les gens de l'époque suivaient ces pieux conseils aussi bien que les autres prescriptions.

CHAPITRE V

Pratiques religieuses

La peste était toujours considérée comme un effet de la colère divine, « l'ire de Dieu » disait A. Paré, et l'on avait naturellement recours aux prières, aux vœux, aux sacrifices et aux purifications pour la fléchir. On s'adressait à Dieu et à tous les saints du paradis, mais on invoquait surtout quelques saints de grand renom, comme saint Roch, saint Sébastien, saint Louis, saint Taurin, saint Charles, desquels la tradition rapporte les bienfaits en mainte épidémie.

A cette époque de foi naïve, les prières étaient empreintes d'une résignation touchante; dignement écrites, elles étaient dignement récitées, en grande pompe et à haute voix, puis transcrites aux registres des délibérations municipales.

Il s'y mêlait nécessairement des pratiques superstitieuses dont la foule est toujours avide, comme l'exposition de linges bénits par le contact du Saint Suaire de

Besançon, à Dôle en 1636, comme les signes préservateurs (le Thau) qu'on inscrivait sur les portes à Besançon, en 1629. Ces superstitions sont de tous les temps.

Donc, à l'approche de la peste, les magistrats municipaux demandaient aussitôt au clergé de la ville, quand celui-ci ne le faisait pas de lui-même, de prescrire d'imposantes cérémonies religieuses. Elles consistaient le plus souvent en une grand'messe chantée, en l'honneur de l'un des saints invoqués contre la peste, dans toutes les églises et couvents de la cité. Parfois, on s'adressait plus volontiers au patron de la paroisse; ou bien encore, chaque jour de la semaine, on priait tour à tour l'un des saints habituels. Quoiqu'il en soit, à la fin de la cérémonie, on faisait une procession solennelle dans les rues et autour des remparts, au cours de laquelle on prononçait un vœu. Le texte en était lu à haute voix par le mayor, entouré des notables et de la majeure partie des habitants. On promettait de célébrer dignement et à perpétuité le jour dédié à la mémoire du saint, « de le fêter, n'estoit la cueillette des fruicts obligeat au travail, de faire célébrer les premières et secondes vespres avec la messe haute, à diacre et soubdiacre et de plus d'accompagner en procession le clergé jusques en l'église abbatiale ». Quelquefois, enfin, on envoyait, comme ce fut fait à Dôle en 1636, deux minimes à Venise et à Milan pour y célébrer sur place des messes en l'honneur des bienheureux Saint Roch et Saint Charles. A Besançon, la même année, le chapitre fit le vœu, en présence du corps municipal, 1° d'envoyer visiter à pied par deux chanoines l'image miraculeuse des Capucins à Gray; 2° de faire visiter de même la châsse des reliques de

Saint Claude; 3° de célébrer annuellement l'office du Saint Suaire; 4° de célébrer l'office de Saint Charles Borromée.

C'est qu'en effet, pour obtenir la cessation du fléau, on invoquait plus spécialement, en Franche-Comté, le Saint Suaire de Besançon et Notre-Dame de Gray.

On avait coutume, à Besançon, durant la Semaine Sainte, et à Pâques de faire représenter dans les églises le drame de la Passion et celui de la Résurrection, avec un grand luxe d'ornements et de décors; à l'Annonciation, l'Ange Gabriel, un enfant de chœur muni d'une paire d'ailes, descend, attaché par une corde, à travers la grande voûte de Saint-Jean, pour venir réciter à la Vierge modestement agenouillée, les mystérieuses paroles de l'*Ave Maria*. A l'Epiphanie, les Rois Mages, dont l'un, transformé en nègre, est toujours le préféré des foules, apportent leurs présents à la crèche en chantant des hymnes farcis de latin et de français qui deviendront plus tard des Noëls. Enfin, au jour des Saints Innocents, après l'occupation tumultueuse des hautes formes des stalles par tout le personnel du bas-chœur (choriaux, familiers et chantres), toute une cavalcade étrangement costumée de chanoines, de chapelains et d'enfants de chœur, escorte, à travers les rues de la cité, le pape, le cardinal, l'évêque et l'abbé des fous, en chantant ce verset du Magnificat : « *Deposuit potentes de sede...* »

Ce fut une représentation de ce genre qui, en 1523, donna naissance à une dévotion populaire qui devait, durant près de trois siècles, jouir en Franche-Comté et même au dehors, d'une faveur prodigieuse.

« Au mois de mars de cette année, le chapitre de Besançon désireux de faire représenter le mystère de la Résurrection aux prochaines fêtes de Pâques, en rétablissant une coutume tombée dans l'oubli, envoyait chercher à Dijon le texte de ce mystère liturgique. Quelques jours après, par l'ordre des chanoines, on faisait confectionner un coffret muni d'une triple serrure et d'une triple clé pour renfermer, dit le plus ancien texte, « le suaire linceul qu'il était d'usage de montrer en représentant le mystère du jour de Pâques » (1), et l'on donnait au marguillier, chargé de sa garde, l'ordre de ne jamais montrer ce suaire à personne, sans la présence de deux ou trois membres du chapitre ».

« D'où venait ce suaire, qui n'est mentionné nulle part dans les plus anciennes chroniques de la cité et qui, en 1523, n'était encore considéré que comme un accessoire utile du drame de la Résurrection ? L'histoire est muette; une tradition prétend qu'on l'avait retrouvé, par hasard, dans un recoin de sacristie d'une des cathédrales; en tout cas, le premier document authentique est celui dont on vient de lire l'analyse. »

Au moment où l'assistance, pénétrée d'une religieuse émotion, voyait les saintes femmes entrer dans la grotte du Saint Sépulcre et où un ange apparaissant en pleine lumière, leur montrant le tombeau vide, prononçait les paroles : « Surrexit, non est hic », deux ou trois acteurs, des apôtres ou disciples, déployaient et montraient au peuple le suaire du Sauveur : une pure toile de lin, longue de huit pieds, large de quatre, sur laquelle était reproduite en jaune pâle l'effigie du corps divin. Cette

(1) J. GAUTRIER.

ostension terminait le mystère, et le peuple s'écoulait, recueilli, hors de l'église, non sans avoir offert, pour les frais de la cérémonie, quelques menues aumônes, entre les mains du marguillier.

La représentation du 5 avril 1523 avait eu un prodigieux succès, on la recommença à l'Ascension suivante, puis, le 3 août, jour de l'Invention du bras de Saint Etienne en décidant qu'à l'avenir, on la renouvellerait trois fois l'an à pareilles dates.

C'était l'heure où la Réforme commençait à gronder aux frontières de la Franche-Comté. Le dévouement obstiné des Bisontins et des Comtois à leur souverain, aussi bien qu'à la religion de leurs ancêtres, la fermeté des archevêques et de leur clergé triomphèrent après cinquante années de lutte, des tentatives dix fois renouvelées des prédicants français et suisses. Mais chose étrange et qui n'avait pas encore été relevée, le suaïre mystérieux retrouvé à Saint-Etienne, inconnu hier encore, et que déjà la vénération publique nommait le Saint Suaire et proclamait une relique des plus insignes, devint le pivot de toutes les résistances, le bouclier qui préserva Besançon et par lui, toute la libre Comté de Bourgogne d'une Réforme que la conscience de nos aïeux repoussait.

Du moment où il fut considéré comme une relique, le Saint Suaire devait occuper une place des plus honorables; on l'avait conservé jusque-là sous une triple clé dans la sacristie de Saint-Etienne; on le porta, en 1528, dans la plus belle des chapelles latérales. Ornée de statues, fermée par des grilles dorées, cette chapelle va devenir le sanctuaire le plus fréquenté des deux Bour-

gognes. A ce moment, l'official de l'Archevêque tombe gravement malade et demande comme grâce suprême que le Saint Suaire soit apporté dans sa demeure. On condescend à son désir et sa guérison, partout racontée, est réputée miraculeuse et achève de dissiper les doutes que quelques incrédules osaient encore exprimer. Aussi, quand reviennent les jours d'ostension solennelle, les pèlerins affluent. En 1533, à l'Ascension, 30.000 pèlerins étrangers à la cité l'envahissent et les boulangers déclarent qu'en vingt-quatre heures, ils ont vendu 55.000 petits pains, à un liard pièce.

En 1544, la peste éclate, le Conseil des Gouverneurs se réunit et voue la cité de Besançon, en suspendant auprès du Saint Suaire un tableau de cire en relief qui la représente. « Lors que la chaleur de l'esté moins en donnoit d'espoir, la cité fut entièrement repurgée de pestilence et de contagion » (1). La reconnaissance des bisontins trouve alors son expression dans la création d'une confrérie qui, dorénavant, le 3 mai, tiendra ses assises chaque année, dans le cloître de Saint-Etienne « en mémoire que le Sénat de Besançon, jadis, ne sachant plus aucun remède à une épydémie de contagion qui avoit emprunté la grande faux de la mort, et par plus de trois ans renversoit par monceaux les corps des citoyens. »

Pour contenir les pèlerins et satisfaire leur piété, l'église cathédrale était devenue trop étroite; on construisit auprès du clocher et contre le flanc de la chapelle Sainte-Marguerite, une sorte de théâtre, ou de vaste terrasse en maçonnerie qui servit désormais à l'exposition

(1) Chanoine D'ORIVAL (1610), *Manuscrit Chifflet 4*, F° 168.

du linge merveilleux. A partir de 1549, on ne le montre plus que deux fois l'an, à Pâques et le dimanche après l'Ascension, dans la matinée. Sur ce théâtre, où l'on accédait par un escalier depuis la chapelle, se plaçaient l'archevêque, les prélats ou abbés, chanoines et musiciens. Entourée de cierges allumés, la cassette d'argent est exposée sur un autel; on ouvre le reliquaire, trois chanoines développent la toile de lin et l'exposent à tous les points de l'horizon, aux regards de la foule rangée sur la vaste esplanade. Après une bénédiction donnée avec la relique, la procession pénètre dans l'église; on refermait le coffret à triple serrure, qui reprenait sa place dans le tabernacle de la chapelle.

Le cérémonial de l'ostension publique ne varia pas, mais bien des circonstances le modifièrent ou l'empêchèrent. Epidémies, guerres firent supprimer souvent cette cérémonie et fermer les portes aux voyageurs venus de loin. La dévotion des étrangers pouvait d'ailleurs être contentée par des médailles, des patenôtres, des couronnes ou des étoffes qu'on faisait du Saint Suaire et, à partir du XVII^e siècle, par des enseignes de pèlerinage, gravures sur soie, sur toile ou sur papier, reproduisant la sainte image. Du jour où la presse les eut distribuées par milliers, ces images furent emportées à tous les vents; tous les foyers en possédaient suspendues à la place d'honneur; on en trouvait dans les anneaux de fiançailles; on en plaçait dans les cercueils, sur la poitrine des morts. Quand Dôle fut assiégée, en 1636, par Condé, on arbora, sur le clocher de l'église Notre-Dame, un étendard gigantesque reproduisant le Saint Suaire; quand, quelques mois plus tard, la même ville fut en-

vahie par la peste, cinq des images imprimées, bénies par le contact du Suaire original, furent affichées aux portes et au centre de la ville pour en chasser la contagion.

La guerre de Dix ans et la peste de 1629 allaient ouvrir une nouvelle série de malheurs. Les pèlerinages et les ostensions solennelles du Saint Suaire continuaient sans interruption. Les dons précieux, tapisseries, vases sacrés, ornements de velours et de soie couverts de riches broderies d'or affluaient à Saint-Etienne pour les services de la chapelle. A ce moment, la peste, plus cruelle qu'elle n'avait jamais été, éclate avec fureur dans toute la province. Besançon, dès 1629, avait renouvelé son vœu au Saint Suaire pour conjurer le fléau et, au mois de mars 1630, les gouverneurs l'acquittaient solennellement. Sur les ordres du Parlement, les chanoines avaient refusé de faire l'ostension de Pâques, craignant de raviver une épidémie à peine éteinte dans la ville; mais ils suscitèrent une véritable émeute parmi les citoyens qui prirent les armes et l'on dut céder sur les instances du Parlement et du gouverneur de la province.

Mais dix années de guerres et d'invasions laissèrent seules debout au milieu d'un pays dépeuplé et ruiné, quatre villes : Besançon, Dôle, Salins et Gray, où l'on continuait de se battre. Aux héroïques survivants, le Saint Suaire de Besançon, la chasse de Saint Claude, la statuette de Notre-Dame de Gray, apparaissaient comme la suprême consolation. Dès que les paysans et les bourgeois, réfugiés en Suisse ou cachés dans les bois et les cavernes, eurent commencé à relever leurs villages, Be-

sançon ouvrit ses portes aux pèlerins de Pâques et de l'Ascension. « Et l'on vit alors ce spectacle émouvant des débris d'une petite nation, pleine de résignation et de foi, gravissant les flancs de la colline sainte avec la même confiance qu'aux jours de prospérité » (1).

L'Espagne, la Lorraine, les Pays-Bas, la France recommencèrent à envoyer leurs pèlerins et quand Louis XIV conquît, en 1668, l'ancien Comté de Bourgogne, les gouverneurs de Besançon ne signèrent leur capitulation qu'après y avoir fait insérer cette clause : que le roi et ses successeurs maintiendraient à jamais dans leur ville le Suaire, qu'ils considéraient comme le plus précieux de leurs trésors.

Le Saint Suaire continue donc à être vénéré et gardé comme par le passé; jusqu'en 1790, on le montra solennellement au peuple et ce dernier manifesta bruyamment son mécontentement et ses regrets quand on cessa l'exposition. Mais quand, en 1792, on le transporte hors de l'église dans les bureaux du district; quand, en 1794, on l'expédie à la Convention qui va le détruire, personne ne se lève pour protester. La Convention l'envoya à l'Hôtel-Dieu, pour le transformer en charpie, et, depuis, son souvenir, pieusement gardé par les survivants du XVIII^e siècle, est allé sans cesse en s'affaiblissant.

Quant à Notre-Dame de Gray, l'origine de son culte date de la fin du XVI^e siècle. En 1589, Renée de Ray, femme de messire François de Vergy, comte de Champlitte, introduisit à Gray des capucins et leur fit bâtir, à quelque distance des portes de la ville, un cloître et une église. Cette dernière venait à peine d'être bâtie qu'elle

(1) J. GAUTHIER.

aequit une grande reputation. En 1613, une veuve de Salins, ayant fait un voyage à Notre-Dame de Montaigu en Brabant, avait obtenu, à forced'instances, un morceau de chêne où fut trouvée la madone qui donna son nom à ce célèbre pèlerinage. En rapportant ce précieux souvenir, elle s'arrêta à Vitry-le-Brûlé et montra dans une hôtellerie le morceau de bois auquel elle attachait un si grand prix. Deux voyageurs qui se trouvaient là s'en emparèrent en riant, le jetèrent au feu et ne se retirèrent que deux heures après, avec la ferme persuasion qu'il avait été réduit en cendres. Il n'en était rien. La pieuse femme retrouva son cher trésor dans l'état même où elle l'avait reçu: et pénétrée de reconnaissance envers la Vierge, de retour en Franche-Comté, elle fit faire de ce bois incombustible une statuette semblable à celle de Montaigu. Ferdinand de Rye, archevêque de Besançon, voulut la voir, la bénit et permit qu'on l'exposât à la vénération publique. Ce fut d'abord la femme de Jérôme d'Achey, gouverneur de Gray, qui l'accepta pour sa chapelle, et, en 1617, elle passa aux mains des Capucins de Gray, qui la déposèrent dans leur église.

Quelques guérisons merveilleuses, obtenues dans cette ville par l'intercession de la Vierge, commencèrent à mettre l'image en renom. Un prodige éclatant lui donna une célébrité nouvelle. Au mois de février 1620, un soldat de la garnison de Gray, nommé Mathieu Voysin, avait fait porter aux pieds de Notre-Dame, son fils âgé de dix ans, perclus dès sa naissance, et qui mourait de consomption. L'enfant entendit la messe, et avant même qu'elle fût achevée, recouvra subitement l'usage de ses membres. La ville s'émut de ce miracle: on en dressa

procès-verbal et le bruit s'en répandit dans toute la province. Dès lors, Gray devint un pèlerinage très fréquenté. Princes et seigneurs, magistrats, bourgeois et paysans, chacun dans les deux Bourgognes se vouait à Notre-Dame de Gray. On l'invoquait dans les périls, on lui recommandait les affaires publiques ou privées, et les riches présents dont on chargeait ses autels, attestaient les grâces éclatantes obtenues par son intercession.

Au bout de quelques années, la confiance devint plus grande encore. C'étaient des villes entières qui venaient implorer à Gray la cessation de la peste. Dijon, Dôle, Pesmes, Champlitte, Jussey, Salins, Besançon et un grand nombre de villages faisaient des processions à Notre-Dame de Gray.

Au mois de février 1629, en même temps qu'elle renouvelait le vœu au Saint Suaire, Besançon se consacrait à la Vierge et lui promettait d'envoyer dans son sanctuaire un beau « tableau en peinture représentant la ville. » La peste ayant cessé, le vœu fut exécuté et le tableau fut déposé en décembre 1629. La ville reconnaissante continua par la suite d'entretenir son ex-voto. Les capucins de Gray avaient fait rebâtir leur église en 1773, et comme le tableau de Besançon menaçait ruine, la cité en fit refaire une copie et le remplaça.

A Salins, au mois de juillet 1629, la peste faisait aussi d'effrayants ravages. Le magistrat fit célébrer à Gray une messe solennelle pendant laquelle il s'engagea de venir en procession à Notre-Dame de Gray, aussitôt que les circonstances le permettraient.

Le 21 et le 22 mai de l'année suivante, une assemblée

composée du magistrat, du clergé et des notables délibéra afin de faire dessiner une carte de la ville pour l'offrir à la Vierge, carte sur laquelle « seraient représentés la ville de Salins au centre, la Vierge au-dessus, Saint Anatoile à droite et Saint Claude à gauche ». La peinture de 12 pieds de long sur 6 de haut, coûta à elle seule plus de cent francs « La ville de Salins y est si naïvement représentée, écrit un des notables à l'un de ses amis, que l'on peut compter toutes les maisons sans en laisser une seule. »

On avait fixé le départ à la fin d'octobre, mais le 16, les habitants de Gray prévinrent que la peste était dans leur ville et l'exécution du vœu fut renvoyée à l'année suivante.

Le 3 août 1631, on décida définitivement que le départ aurait lieu le 23 et on envoya le procureur syndic avertir les gens de Quingey, Thoraise, Marnay et Gray de préparer des logements et des vivres : « Ce jour mémorable, les pèlerins convoqués au son de trompe et des cloches, se réunirent dans l'église Saint Anatoile. Après la messe et le sermon, on se mit en route dans l'ordre suivant : les vierges, les religieux, le clergé séculier, la musique, une litière portée par deux chevaux, dans laquelle estoit le chef de Saint Anatoile, entourée de 52 gardes et précédés de 4 enfants de chœur portant des torches de cire; venaient ensuite les mayeurs et les échevins, les notables, les gentilshommes, tous avec des cierges aux écussons de la ville, placés également au sommet de 4 bâtons; les hommes, les femmes, formant 500 à 600 personnes, les chariots dont deux pour les vénérables de Saint Anatoile et de Saint Maurice, un pour

ceux de Saint Michel et les prestres de Notre-Dame et de Saint Jean, un pour l'hôpital, deux pour le magistrat, un pour la musique, un pour les Cordeliers, un pour les autres religieux, un pour les cierges et deux pour les tableaux et les moulures » (1).

La procession fut accueillie à Gray par des salves de canons et de mousquets. « Toute la nuit, ce ne furent que feux de joie, que fusées, que moulinets et que fallots. Le lendemain, ce fut chose inexplicable de veoir la procession avec plus de flambeaux que l'on en compte au firmament, puisque les astrologues n'en mestent que 1022, et il y en avoit icy davantage. » Une messe solennelle fut célébrée au cours de laquelle six prédicateurs se firent entendre. Avant de se retirer, les Salinois laissèrent dans la chapelle les plus riches offrandes entre autres le tableau et des cierges « gros comme des sommiers ».

La procession partie le 23 août, fut de retour à Salins le 31 ; et c'est sur cette grandiose manifestation que se termine l'histoire des pratiques religieuses au cours des épidémies de peste en Franche-Comté.

(1) Ac. de Besançon. *Mém. et Doc. inéd.*, T. II.

Conclusions

I. — La Franche-Comté a une histoire de la peste réellement particulière : depuis la peste noire de 1348, cette maladie ne cesse d'y demeurer à l'état endémique jusqu'en 1640, date à laquelle elle disparaît brusquement.

II. — Pendant cette période de trois siècles, elle se manifeste par des épidémies fréquentes à l'origine desquelles il faut placer en premier lieu la contamination par les armées d'invasions ou le passage de troupes amies ayant traversé des régions infectées. L'épidémie de 1629-1639, qui fut la plus meurtrière et priva la province de ses habitants dans une proportion de 40 pour cent environ, correspond précisément à l'époque la plus triste de l'histoire guerrière de la Comté. La peste cesse brusquement lorsque l'union à la France y amène la paix.

III. — Les médecins franc-comtois connaissent parfaitement la symptomatologie, l'évolution et même les formes cliniques de la maladie.

IV. — La simple observation des conditions de propagation de la peste a permis d'édicter des règlements

sanitaires, des mesures de prophylaxie nettement efficaces et qui marquent chez les magistrats un vif souci de la santé publique.

V. — Le traitement médical demeure jusqu'à la fin empirique et incertain; par contre, le traitement chirurgical arrive à un certain degré de précision.

VI. — Les épidémies de peste ont donné lieu à d'imposantes manifestations de piété. Outre les saints habituels, on invoquait plus particulièrement le Saint Suaire de Besançon et Notre-Dame de Gray.

Vu : **LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,**
Pour le DOYEN, **J. GUIART.**
l'Assesseur,
ETIENNE ROLLET.

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 18 Octobre 1929.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
GHEUSI.

Bibliographie

1. *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon*. — Mémoires et Documents inédits pour servir à l'histoire de la Franche-Comté. Besançon, 12 vol.
2. *Archives communales de la Ville de Besançon*. — Série BB. Administration communale. Registres n^{os} 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 29, 30, 31, 34, 36, 38, 39, 40, 43, 45, 56, 57, 58, 59, 64, 70, 71, 72, 73, 75, 76, 134, 135, 189, 190.
3. BESARD (Remond, Vésulois). — Discours de la peste. Dôle, Binart, 1 vol., 1630.
4. BEZANÇON et PHILIBERT (D^{rs}). — La peste, in « *Précis de Pathologie médicale*. T. I. Paris, Masson, 7 vol., 1926.
5. BOUGAULD (Cl. A. de Dôle), Docteur en médecine. — Dissertation de la peste ou recueil du diagnostic, du pronostic et de la cure de cette maladie. Dôle, Tonnet, 1 vol., 1721.
6. CASTAN. — Notes sur l'histoire municipale de Besançon. Besançon, Dodivers, 1 vol., 1858.
7. CHEVALIER. — Mémoires historiques sur la ville et seigneurie de Poligny, Lons-le-Saunier, Delhorme, 2 vol., 1767.
8. CLERC. — Essai sur l'histoire de la Franche-Comté. Paris, Marion, 2 vol., 1870.

9. CRESTIN. — Recherches historiques sur la ville de Gray au comté de Bourgogne. Besançon, Couché, 1 vol., 1788.
10. DELATOUR. — Guerre et peste de Franche-Comté sous Louis XIII. *Extrait des archives du Monastère des Clarisses de Poligny*. Saint-Claude, 1869.
11. DORENET (J.), Docteur-Médecin et Professeur royal en l'Université de Dôle. — Briefve et facile méthode pour se préserver et guérir de la peste. Dôle, Binart, 1 vol., 1629.
12. DUNOD DE CHARNAGE. — Mémoires pour servir à l'histoire du Comté de Bourgogne. Besançon, Char-met, 3 vol., 1740.
13. DUNOD DE CHARNAGE. — Histoire de l'Eglise, Ville et Diocèse de Besançon. Besançon, Daclin, 2 vol., 1750.
14. GATIN et BESSON. — Histoire de la ville de Gray et ses monuments. Nouvelle édition, par Godard. Paris, Firmin-Didot 1 vol., 1892.
15. GAUTHIER. — Notes iconographiques sur le Saint Suaire de Besançon, in « *Bulletin de l'Académie de Besançon* », 1883. Besançon, Dodivers, 1 vol., 1884.
16. GAUTHIER. — Le Saint Suaire de Besançon et ses pèlerins, in « *Mémoires de la Société d'Emulation du Doubs* », 7^e série, 1902. Besançon, Dodivers, 1 vol., 1903.
17. GIRARDOT DE NOZEROY. — Histoire de Dix Ans de la Franche-Comté de Bourgogne (1632-1642). Besançon, Outhenin-Chalandre, 1 vol., 1843.
18. GUILLAUME (D^r). — Le passé pestilentiel de Vesoul, in « *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts du département de la Haute-Saône* », 3^e série, n^o 24. Vesoul, Suchaux, 1 vol., 1893.
19. LIMON (D^r). — Les mesures contre la peste à Besançon au XVI^e siècle, in « *Mémoires de la Société d'Emulation du Doubs* », t. X, 1905. Besançon, Dodivers, 1 vol., 1906.

20. *Manuscrits de la Bibliothèque publique de Besançon.* — Mesures contre la peste. Documents divers sur les épidémies de peste (1529-1767). *Liasse GG 431*, 106 pièces papier.
 21. *Manuscrits de la Bibliothèque publique de Besançon.* — Hôpital des pestiférés de Besançon (1531-1680). *Liasse GG 432*, 14 pièces parchemin.
 22. MARÉCHAL (D^r). — Les épidémies dans le Doubs, in « *Mémoires de l'Académie de Besançon* », 1924. Besançon, Jacques et Demontrond, 1 vol., 1924.
 23. PERRON (D^r). — Annales des épidémies de Franche-Comté. Peste, in « *Mémoires de la Société d'Emulation du Doubs* », 1861. Besançon, Dodivers, 1 vol., 1862.
 24. POLIGNY (Hugon de). — La Franche-Comté ancienne et moderne. Besançon, Jacquin, 2 vol., 1857.
 25. PRINET, BERLAND et GAZIER. — Inventaire sommaire des archives communales de Besançon antérieures à 1790, série BB. Besançon, Dodivers, 1 vol., 1912.
 26. TEXTOR (Benoît), Médecin. — De la manière de préserver de la peste et d'en guérir selon les bons auteurs. Lyon, De Tournes, 1 vol., 1551.
 27. VERNEY, Dôlois, Docteur en médecine et Professeur royal en l'Université de Dôle. — L'antidote apologetic de la peste. Dôle, Binart, 1 vol., 1629.
 28. X... — Extraict des secrets souverains et vrais remèdes contre la peste. Besançon, Boutechoux, 1 vol., 1629.
-

Table des Matières

AVANT-PROPOS	7
<i>Chapitre Premier.</i> — Historique	11
1° La peste noire (1348-1349)	12
2° Pestes du xv ^e siècle	14
3° Pestes du xiv ^e siècle	16
4° La grande épidémie de 1629-1639	19
<i>Chapitre II.</i> — Opinion des médecins du temps sur la peste	31
<i>Chapitre III.</i> — Mesures d'hygiène	47
1° Mesures extérieures	48
2° Mesures intérieures	61
<i>Chapitre IV.</i> — Traitement	77
1° Traitement préventif	77
2° Traitement curatif	81
<i>Chapitre V.</i> — Pratiques religieuses	87
CONCLUSIONS	101
BIBLIOGRAPHIE	103



IMP. BOSC FRÈRES & RIOU

42, QUAI GAILLETON

• • • • • LYON • • • • •



